

Les ministres africains du commerce exigent des engagements avant la Série de négociations de Seattle

Dans le processus de constitution de coalition avant la Conférence ministérielle de Seattle, les ministres africains du commerce se sont réunis à Alger, en Algérie, les 23 et 24 septembre. Ils ont approuvé le message envoyé à Seattle par le Groupe des 77 pays en développement, mettant l'accent sur le fait que les principaux sujets des négociations commerciales à venir devraient être :

- Un agenda équilibré qui tienne compte des préoccupations et des intérêts de tous les pays africains ;
- L'ajustement structurel qui aboutirait à moins d'appui aux industries non efficientes dans les pays développés ;
- Les questions de mise en œuvre, tout particulièrement en ce qui concerne les engagements en faveur des pays en développement ;
- La correction des déséquilibres créés par le Cycle d'Uruguay ;
- La prise en compte des besoins des pays en développement dans le domaine du commerce et des finances.

La Déclaration ministérielle n'entre pas dans les détails en ce qui concerne la portée ou la durée des négociations. Elle appelle plutôt à ce qu'un certain nombre de décisions soient prises lors de la troisième Conférence ministérielle de l'OMC elle-même, c'est-à-dire avant le début de la série de négociations de Seattle, afin de 'garantir la participation effective des pays africains aux négociations' et de renforcer leur confiance dans «la volonté politique des Membres de l'OMC de résoudre les problèmes auxquels ils sont confrontés dans leurs efforts pour tirer des avantages du système commercial multilatéral». Les décisions ministérielles à Seattle devraient inclure les engagements à :

- Étendre les périodes de transition des Accords sur les ADPIC et sur les MIC, ainsi que de l'Accord sur l'évaluation douanière «sur une période qui prenne en compte la disponibilité des ressources nécessaire, pour mettre en œuvre effectivement ces accords», inclure les pays en développement à revenu intermédiaire et ceux à revenu faible, à l'Annexe VII de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, l'engagement de tous les membres à ne pas soumettre de différends contre les pays africains avant la conclusion de la série de négociations de Seattle.

- Des droits de douane nuls pour les produits provenant des pays les moins avancés (PMA), dont 33 se trouvent en Afrique. Il faudrait redonner un élan au plan d'action intégré de l'OMC pour l'assistance technique touchant au commerce, en faveur des PMA. Dès 2000, il faudrait fournir une assistance technique à travers le budget régulier de l'OMC.

- Réviser la Décision ministérielle de Marrakech sur les mesures concernant les effets négatifs possibles du programme de réforme sur les pays les moins avancés importateurs nets de produits alimentaires, avant le 1 janvier 2001, afin de garantir sa mise en œuvre effective et de le traduire en mesures concrètes, opérationnelles et obligatoires, y compris l'assistance technique et financière. Dans le contexte des négociations agricoles, les pays développés devraient également con-

venir d'étendre l'accès à leurs marchés, d'éliminer les subventions à l'exportation et de réduire l'appui interne.

- Jusqu'à la conclusion des négociations, les pays développés conviennent de s'abstenir de prendre toute mesure qui pourrait avoir des impacts négatifs sur l'accès des pays en développement à leurs marchés, y compris l'accès préférentiel. Il faudrait accorder aux pays africains une dérogation pour leur permettre de conserver les préférences découlant de la Convention de Lomé pendant une période supplémentaire de dix ans.

- Réviser l'Accord sur les ADPIC afin d'identifier les voies et moyens de réaliser ses objectifs et ses principes, concernant le transfert de technologie vers les pays en développement, et tout particulièrement les pays africains. Le moratoire des ADPIC sur les cas en situation de non-violation devrait être prolongé indéfiniment.

- Garantir que l'Accord sur les ADPIC n'empêche pas les pays en développement d'octroyer des licences pour la fabrication locale de médicaments considérés comme essentiels par l'organisation Mondiale de la Santé (OMS).

- Demander aux Institutions de Bretton Woods de ne pas inclure, dans leurs programmes d'ajustement structurel, des mesures qui vont au-delà des obligations acceptées par les pays en développement dans le contexte de l'OMC.

- Accélérer les procédures d'adhésion à l'OMC pour les pays en développement et les pays les moins avancés, sans imposer aux candidats des exigences plus grandes que les obligations acceptées par les pays en développement et les PMA qui sont déjà membres de l'OMC.

- Ne pas entraver les efforts d'intégration régionale des pays en développement à travers tout nouvel accord ou toute nouvelle révision des accords existants ; et réviser l'article XXIV du GATT et la Clause d'habilitation de 1997.

Dans une note datée de septembre 1999 et intitulée "Aperçu sur les programmes de libéralisation du commerce en Afrique", diffusée lors de la réunion ministérielle d'Alger, les pays africains ont manifesté leur désir de voir les problèmes liés à la libéralisation commerciale de leur économie résolus sans toutefois anéantir leurs efforts d'intégration régionale. Les programmes de libéralisation en Afrique se heurtent à différents problèmes que sont :

- La disparité économique entre les états membres des communautés économiques régionales, le degré d'intégration économique variable entre celles-ci, le degré de collaboration entre communauté qui est faussée par le fait d'une absence de collaboration.

- La nécessité de délais plus long pour la mise en œuvre des programmes.

Les programmes de libéralisation les plus ambitieux et les mieux établis sont ceux de la SADC et du COMESA. Cependant certains pays de la sous-régions font face à des problèmes qui nécessitent de délais pour mettre en œuvre leurs objectifs de libéralisation commerciale et d'intégration régionale économique.

(Suite à la page 2)

Sommaire

Les ministres africains exigent des engagements avant la série de négociations de Seattle	1
Troisième Conférence ministérielle de l'OMC : un consensus sera-t-il possible ?	3
Accord de l'OMC sur l'agriculture et pays en développement	8
Les intérêts et positions du Sud et du Nord divergent au Conseil des ADPIC	13
Calendrier et ressources documentaires	20

Les ministres africains du commerce exigent des engagements avant la Série de négociation de Seattle (suite de la page 1)

Certains pays ont encore besoin d'assister leurs industries et leur octroyer des crédits ou autre compensation. Ils ont également besoin d'harmoniser leurs règles commerciales avec celles d'autres sous-régions avec qui ils ont des accords (SADC avec l'Union douanière de l'Afrique de l'Ouest (UDAS) et l'Afrique du Sud avec l'UE)

- La nécessité de régler leurs conflits armés qui empêchent l'élaboration de programme effectif de libéralisation commerciale et douanière, d'infrastructures, etc.

- La nécessité de faire face aux problèmes de développement inégal d'un pays à un autre. Certaines communautés doivent faire face au problème de nivellement des niveaux de développement, ce qui les amènerait à établir des périodes de mises en œuvre différentes d'un pays à un autre et des tarifs préférentiels sur certains types de produits afin de dynamiser le commerce de la sous-région.

- La nécessité de diffuser les rapports d'activités des communautés, de même que de déterminer les raisons pour lesquelles des barrières non tarifaires sont continuellement créées.

Pour bénéficier du commerce international, il devrait être permis aux pays africain de bénéficier de possibilité de mise en œuvre de systèmes de compensation nécessaires au développement de leurs activités économiques, de déterminer les implications des relations entre les différentes sous-régions sur les volumes et les tendances des flux du commerce inter-régional, d'étudier les effets positifs et négatifs d'une libéralisation commerciale sur la production et la croissance de l'investissement de chaque pays. Ils doivent pouvoir déterminer des tarifs douaniers compatibles avec leurs programmes d'ajustement structurel, avec les accords sous-régionaux et avec l'OMC en vue de les harmoniser et enfin, et déterminer les effets de l'évolution des tarifs sur les dépenses publiques des Etats.

Position commune de la SADC en vue de la Conférence de l'OMC

La SADC (South African Development Cooperation) a tenu une réunion au Cap en Afrique du Sud en début Septembre 1999. Cette rencontre a débouché sur une déclaration présentant les objectifs communs des pays de la SADC en vue des négociations prévues lors de la troisième conférence ministérielle de Seattle. Ces objectifs ont été portés à l'attention des ministres du commerce africains lors de la réunion d'Alger du 2^e Septembre. Les recommandations ne concernent pas directement les décisions à prendre lors de la conférence de Seattle, mais, plutôt, les objectifs de négociation des membres de la SADC lors du prochain round de l'OMC.

Renforcer le **traitement spécial** et différencié. Les pays africains demandent en particulier que la durée des périodes de transition soit déterminée sur la base d'indicateurs économiques et non sur la base de délais arbitraires.

Agriculture : éliminer les tarifs progressifs en fonction du degré de transformation des produits, réduire les pics tarifaires ainsi que les soutiens internes à la production dans les pays développés et éliminer les subventions à l'exportation.

Pêche : aborder l'impact négatif sur les pays en développement des subventions et des barrières techniques au commerce utilisées par les pays développés.

Services : accroître les engagements en matière de mouvement des personnes.

Antidumping : Renforcer l'accord sur les mesures antidumping pour empêcher les abus des pays développés qui ont recours de manière excessive à de telles mesures contre les pays en développement.

Subventions : éliminer une «development box» dans l'accord sur les subventions qui permettrait aux pays en développement d'avoir recours à cer-

tains types de subventions pour promouvoir leur développement.

Adpic : harmoniser les dispositions de l'ADPIC avec celles de la Convention sur les Diversité Biologiques.

Déclaration de la société civile africaine sur la Troisième conférence ministérielle de l'OMC: «Non aux nouvelles propositions, changeons les accords existants»

Dans une déclaration dite Déclaration de la société civile Africaine sur la Troisième conférence ministérielle de l'OMC signée par un ensemble d'Ong africains, la société civile africaine s'oppose à «tout effort d'étendre le pouvoir de l'OMC à travers une nouvelle négociation approfondie sur la libéralisation du commerce» à l'OMC tels que l'investissement, la politique de concurrence et les approvisionnements de l'Etat.

Elle refuse que de nouvelles négociations soient engagées sur la réduction des tarifs des risques industriels et s'engage même à mener une campagne pour rejeter ce genre de propositions car souligne la déclaration «les propositions de l'Union Européenne, du Japon et d'autres pour un accord sur l'Investissement constituent des tentatives pour transférer de l'OCDE à l'OMC l'Accord Multilatéral sur l'Investissement (AMI) qui est complètement décrié».

Les signataires de cette déclaration se sont également prononcés sur la nécessité de changer les accords existants: pour cela, ils demandent un moratoire sur les nouvelles questions ou sur des négociations approfondies susceptibles d'accroître la capacité et le pouvoir de l'OMC.

Durant la période du moratoire, il faudra procéder à une revue et à une évaluation détaillées et approfondies des impacts des accords existants, engager des mesures efficaces pour changer les déséquilibres et iniquités inhérents au système de l'OMC et aux accords existants.

En fait, les Ong africaines demandent tout particulièrement que des actions soient prises dans ces domaines :

- Droits spéciaux et différenciels: ces droits devront être réaffirmés comme des droits existants, indispensables au fonctionnement juste et équitable du système de commerce multilatéral.

- Accords sur les ADPIC: la société civile africaine fait appel aux leaders politiques et diplomatiques de l'Afrique de tenir ferme et de renforcer leur position en formulant des propositions concrètes pour empêcher le brevetage des formes de vie et pour assurer la protection des connaissances traditionnelles et des droits des communautés locales en ce qui concerne les ressources biologiques.

- Accord sur les Mesures concernant les Investissements liées au Commerce (MIC): qu'un amendement y soit apporté, pour donner aux pays en développement, le droit d'avoir une politique de participation locale afin de favoriser le développement de l'activité économique interne et conserver les rares devises étrangères.

- Réforme du système de l'OMC : la société civile africaine demande que la conférence de Seattle prenne des décisions qui rendront le système de l'OMC plus ouvert, plus transparent et qui favoriserait davantage la participation des pays en développement, des corps législatifs et de la société civile.

Africa Trade Network: Contact: Third world Network Secrétariat d'Afrique, P.O. Box 19452 Accra North GHANA. Tel: 233 21 30207/306069, Fax: 233 21 311687; e mail: isodec@ncs.com.gh

Troisième Conférence ministérielle de l'OMC : un consensus sera-t-il possible ?

Des discussions pour aboutir à une déclaration ministérielle de Seattle ont eu lieu depuis le mois de septembre et se sont poursuivies jusqu'au mois de novembre, à quelques jours de la conférence de Seattle. Il y a eu deux ébauches : l'une émanant du Président du Conseil général qui l'avait soumise pour consultation sous sa propre responsabilité, l'autre, proposée par Cuba, la République dominicaine, l'Égypte, le Honduras, l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie et le Pakistan.

L'ébauche du Président du Conseil général propose que les objectifs du système commercial comprennent, entre autres, «un traitement spécial et différencié significatif pour les pays en développement ; une intégration plus complète des pays les moins avancés au système commercial multilatéral, «une reconnaissance des préoccupations liées à la mise en œuvre des engagements existants et de l'importance de leur mise en œuvre dans l'esprit et la lettre ; un attachement à achever à temps les réexamens ordonnés ; et une réaffirmation de la nécessité de faire que les politiques commerciales et environnementales internationales s'appuient mutuellement».

La proposition «rivale» émanant des huit pays en développement est organisée différemment. La section portant sur la mise en œuvre préconise une «évaluation de la mise en œuvre», et des décisions immédiates prises à Seattle en ce qui concerne des accords spécifiques, notamment l'intégration accélérée des textiles au système commercial multilatéral. Elle ajoute, comme rubrique distincte, le suivi de la réunion de haut niveau de 1997 sur les pays les moins avancés, et regroupe les questions de Singapour (commerce et investissement, commerce et politique de la concurrence, facilitation et transparence des échanges dans les marchés publics).

D'autre part, le document propose des négociations sur trois nouvelles initiatives visant à rendre le système commercial plus favorable au processus de développement : l'accès à la technologie, le commerce et les finances, et les relations entre le commerce, la dette et les prix des produits de base.

Mise en œuvre des accords existants

Les ministres du commerce du groupe des 77 pays en développement - G-77 avaient identifié, le 16 septembre, la mise en œuvre des accords existants comme une priorité pour la Série de négociations de Seattle. Les États-Unis ont énoncé leur point de vue sur la façon dont les questions de mise en œuvre devaient être traitées (WT/GC/W/323). En premier lieu, le réexamen devrait se concentrer sur la mise en œuvre effective des obligations dans les délais convenus, «toutes les questions et tous les problèmes de mise en œuvre pertinents devant être répertoriés par chaque organe subsidiaire pour leurs décisions ou leurs accords respectifs au plus tard le 31 juillet 2000».

- Là où il est question de besoins en assistance technique, les ministres devraient charger le Conseil général de s'assurer que l'identification et la prise en compte de ces besoins sont coordonnées à travers tout mécanisme pouvant être établi pour le suivi de toute décision prise à Seattle concernant une meilleure cohérence de l'assistance technique et de renforcement des capacités.

- Là où il est question des périodes de transition autres que celles qui expirent le 01 janvier 2000 (par exemple les subventions aux exportations industrielles conservées par les pays en développement membres), les ministres devraient prendre ou autoriser toute mesure pouvant être nécessaire pour garantir qu'il y a un flux suffisant d'information concernant les progrès et les plans spécifiques entrepris par les membres à titre individuel pour être en conformité avec les délais applicables.

- Là où il est question d'obligations de notification, les ministres devraient prendre, approuver ou appuyer les mesures appropriées pour mettre au point des obligations et des procédures de soumission et de réexamen des notifications, qui soient compatibles avec le principe selon lequel toute mesure de ce type ne devrait pas matériellement déroger à l'objectif sous-jacent de la transparence ou de la substance des obligations juridiques énoncées dans les décisions et les accords pertinents.

Positions des pays en développement sur l'agriculture

L'Indonésie, la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande avaient soumis une proposition détaillée sur «le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement dans le commerce agricole mondial et dans les négociations prescrites» (WT/GC/W/331). Le document invite les membres de l'OMC à mener les négociations dans la «l'esprit et la lettre» de l'article XXXVI du GATT, qui reconnaît la nécessité «d'efforts positifs pour garantir que les parties contractantes les moins avancées bénéficient d'une part, de la croissance du commerce international, à un niveau compatible aux besoins de leur développement économique», d'autre part, de la Clause d'habilitation qui prévoit que les pays en développement membres de l'OMC ne seront pas tenus de faire des concessions «incompatibles avec leurs besoins financiers et commerciaux».

Le texte révisé de la déclaration a abordé la question du traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement, en ce qui concerne l'agriculture. Le langage plutôt limité dans la version préliminaire de la déclaration ministérielle en ce qui concerne cette question a été élargi, après des plaintes vigoureuses émanant d'un certain nombre de pays en développement. La proposition de langage amendé préconise que le traitement spécial et différencié «constitue une partie intégrante de ces négociations, afin que soient pleinement pris en compte les besoins des pays en développement en matière de développement et de sécurité alimentaire».

D'autres termes proposés préconisent une amélioration de l'accès aux marchés pour les exportations agricoles des pays en développement, une attention particulière à accorder aux pays importateurs nets de produits alimentaires et une assistance accrue visant à stimuler la production/productivité agricole dans les pays en développement. Parmi ces propositions figure l'élaboration d'une «boîte du développement» pour aider les pays en développement à réaliser les objectifs liés à la sécurité alimentaire, au développement rural et à l'allègement de la pauvreté.

Ligne dure de l'Union européenne

Le 28 septembre, les ministres de l'agriculture de l'Union européenne ont adopté une position de négociation commune qui a noté la nécessité de prendre une «ligne offensive» lors des négociations de l'OMC sur l'agriculture, pour garantir, entre autres, que l'Union pourrait préserver et développer le «modèle agricole européen avec ses caractéristiques multifonctionnelles et ses normes élevées de qualité et de sécurité, en plaçant la libéralisation du marché dans un cadre qui suscite une reconnaissance internationale des contraintes imposées aux fermiers et aux produits agricoles européens et qui ne mette pas en cause le principe de la préférence communautaire.

Au cours des débats portant sur la version préliminaire de la déclaration ministérielle de l'OMC, un vif désaccord s'est fait jour entre d'une part, l'Union européenne (UE) et le Japon, et d'autre part, les membres du Groupe de Cairns des pays exportateurs agricoles et l'Association des Nations d'Asie du sud-est (ASEAN) à propos de la demande, par l'UE et le Japon, d'inclure «la multifonctionnalité de l'agriculture» à la version révisée du texte ministériel. Selon l'UE et le Japon, l'article 20 de l'Accord sur l'agriculture existant, traitant des préoccupations autres que d'ordre commercial des membres, devrait être élargi pour inclure le rôle multifonctionnel de l'agriculture.

Ils insistent pour que les membres prennent en considération le rôle multifonctionnel que joue l'agriculture dans le développement rural, l'environnement et la sécurité alimentaire. Pour les membres du Groupe de Cairns et de l'ASEAN, l'UE et le Japon sont en train de tenter d'utiliser la multifonctionnalité comme mécanisme protectionniste. Les États-Unis estiment eux que le concept de «multifonctionnalité» de l'UE et du Japon n'était pas clair et ne pouvait être pris en considération tant qu'il n'était pas mieux compris.

(suite à la page 4)

Troisième Conférence ministérielle de l'OMC : un consensus sera-t-il possible ? (suite de la page 3)

Pour les Etats Unis, il ne faudrait exclure aucun produit agricole des négociations sur l'agriculture et il faudrait aborder ce secteur de la même façon que celui des produits industriels. L'Argentine et l'Uruguay eux-mêmes ont préconisé que le texte ministériel porte mention du caractère multifonctionnel du commerce dans d'autres secteurs, notamment les services, la propriété intellectuelle et le commerce d'autres produits non agricoles. Seulement, certains membres latino-américains du groupe des Cairns s'opposent à l'inclusion de la multifonctionnalité dans les négociations et exigent que la Déclaration identifie des objectifs spécifiques pour les réformes agricoles. Cette question est l'une des plus litigieuses.

Dans une allusion voilée au différend sur le bœuf aux hormones et la tension transatlantique à propos des organismes génétiquement modifiés (OGM), les ministres de l'agriculture de l'Union Européenne ont déclaré que l'Union devrait rechercher des solutions qui assurent aux consommateurs, que l'OMC ne servira pas à imposer sur le marché des produits dont la sécurité suscite des inquiétudes légitimes et qui permettent à l'Union d'établir le niveau approprié de protection. Sans préjudice des dispositions de la procédure de règlement des différends, il serait utile d'obtenir une reconnaissance générale plus claire du principe de précaution.

Les Etats Unis ont soumis une proposition qui préconise d'assurer que le commerce des produits biotechnologiques est fondé sur des processus transparents, prévisibles et opportuns. Le lobby fermier des Etats Unis s'oppose à une proposition canadienne visant à mettre sur pied un groupe de travail sur la biotechnologie, préférant des éclaircissements sur l'Accord sur l'agriculture et sur l'Accord sur les mesures sanitaires et phytosanitaires qui spécifieraient que les produits génétiquement modifiés sont soumis aux réglementations existantes de l'OMC. Les pays en développement n'ont pas avancé de position en ce qui concerne la biotechnologie dans le contexte de l'agriculture ou des réglementations sanitaires. Toutefois, plusieurs d'entre eux ont préconisé la modification de l'article 27.3(b) de l'Accord sur les ADPIC pour exclure tous les organismes vivants et les parties de ceux-ci des obligations de brevetage.

Antidumping, l'investissement

L'antidumping est une des revendications des pays en développement qui ont demandé, à maintes reprises, la négociation de disciplines pour prévenir un recours excessif à l'antidumping et aux mesures de sauvegarde. La Colombie a proposé que le traitement spécial et différencié dans le domaine de l'antidumping nécessite que soient rendus obligatoires l'article 9.1 de l'Accord antidumping sur l'application du «droit moindre que la marge», et l'article 15 sur la nécessité d'explorer les possibilités de mesures correctives constructives, au lieu de l'application de droits antidumping là où ils affecteraient les intérêts essentiels des pays en développement membres. Elle suggère également qu'au cas où les importations d'un pays en développement représenteraient moins de 7% de la totalité des importations d'un produit de base donné, celles-ci devraient être considérées comme «négligeables» et être ainsi exemptées des droits antidumping. Le document propose par ailleurs des changements dans le calcul des marges de dumping (WT/GC/W/315).

Quant à l'Egypte, il a préconisé de rendre le langage de l'article 15 «plus exhaustif, plus opérationnel et plus obligatoire», de corriger les problèmes découlant de la fluctuation des taux monétaires durant les enquêtes de dumping ; et d'ajouter de nouvelles dispositions détaillées sur l'anticontournement (WT/GC/W/324). Le Guatemala a proposé une redéfinition des termes «produit similaire» dans l'article 2.6 de l'Accord antidumping, qui, actuellement, permet à des pays de considérer «la similitude ou l'utilisation fonctionnelle» comme critères (WT/GC/W/330). Des coalitions politiques des pays en développement, tels que le G-15 et le G-77, ont également fortement revendiqué la réforme antidumping. Lors des dernières discussions en vue de Seattle, les mesures de l'antidumping ont été incluses à l'ordre du jour de la conférence. Les Etats-Unis sont la principale cible et le principal adversaire sur cette question. En octobre, le Japon est apparu comme un fort demandeur de règles antidumping renforcées et le Canada est également venu à l'appui de

règles de négociation qui restreindraient le droit des membres de l'OMC d'adopter des mesures antidumping. Les Etats-Unis persistent dans leur opposition acharnée à la prise en compte de la question durant la Série de

(suite à la page 12)

Antidumping : Principaux points des propositions des pays en développement figurant dans le projet de Déclaration ministérielle du 19 octobre

Action immédiate

Aucune enquête ne sera initiée pendant une période de 365 jours à compter de la date de finalisation d'une enquête antérieure pour le même produit.

Au titre de l'article 9.1, la règle du droit inférieur sera rendue obligatoire.

L'article 2.2 sera clarifié afin de faire des comparaisons appropriées en matière de marge de dumping.

A prendre en compte au cours de la première année des négociations :

Les dispositions de l'Accord seront amendées en vue d'empêcher l'imposition de mesures arbitraires ou essentiellement protectionnistes. Les dispositions à réviser devraient inclure, entre autres : (i) les critères, la méthodologie et les procédures des réexamens spécifiés dans l'Accord (réexamen accéléré pour les nouveaux exportateurs, réexamen final, réexamens à la demande), (ii) la définition du produit motivant l'enquête, (iii) la détermination de la marge de dumping, (iv) l'imposition et le recouvrement des droits, (v) les clauses de 'cumul'.

Les dispositions de l'article 15 doivent être rendues opérationnelles et obligatoires.

La marge de dumping de minimis existante de 2% du prix à l'exportation au-dessous de laquelle aucun droit antidumping ne peut être imposé doit être élevée à 5% pour les pays en développement.

La marge de dumping de minimis de 5% s'applique également en cas de remboursement et de réexamen.

Le volume de seuil des importations faisant l'objet d'un dumping qui sera normalement considéré comme négligeable devrait être rehaussé de 3% à [5/7%] pour les importations provenant des pays en développement.

L'article 5.8 devra également être clarifié en ce qui concerne les délais devant servir à déterminer le volume des importations faisant l'objet d'un dumping.

Le test des quantités substantielles devrait passer du seuil actuel de 20% à un minimum de 40%.

L'article 2.4.1 contiendra des détails traitant des fluctuations du taux de change durant les processus de dumping.

L'article 3 contiendra une disposition détaillée traitant de la détermination d'un retard important dans la création d'une branche de production nationale, comme cela est stipulé dans la note 9 de bas de page.

Il devrait y avoir, dans l'Accord, une disposition prévoyant une présomption de dumping des importations des pays développés dans les pays en développement, sous certaines conditions.

L'article 17 devrait être modifié afin que la norme générale de réexamen prévue dans le mécanisme de règlement des différends de l'OMC s'applique de façon égale et totale aux différends dans le domaine de l'antidumping.

L'article 18.6 doit être amendé de façon adéquate pour garantir que les réexamens annuels sont significatifs et qu'ils jouent un rôle pour réduire la possibilité d'un recours abusif à l'Accord antidumping.

Troisième Conférence ministérielle de l'OMC : un consensus sera-t-il possible ? (suite de la page 4)

négociations de Seattle. L'Union européenne, la Corée, la Suisse et la Norvège se sont dits disposés à se pencher sur les règles antidumping en échange d'un engagement par les pays en développement vis-à-vis des négociations élargies.

Pour ce qui est de l'Accord sur les textiles et les vêtements qui prévoit la suppression progressive des contingents d'importation pour les textiles d'ici 2005, les principaux importateurs ont systématiquement repoussé la libéralisation des éléments les plus significatifs sur le plan commercial à la fin de la période d'élimination progressive. Les clauses de bonne volonté visant à accorder une «attention spéciale» aux pays en développement membres dans de nombreux accords n'ont pas été appliquées en pratique. En ce qui concerne l'Accord sur les services, il y a eu peu de progrès sur le mouvement des personnes physiques, et les négociations sur le transport maritime sont suspendues, et ce sont là les principaux domaines d'intérêts pour de nombreux pays en développement.

Investissement et droits de douane industriels

Le 15 septembre, les Etats Unis ont soumis leur document longtemps attendu sur les droits de douane industriels (WT/GC/W/320). Selon leur proposition, l'objectif des négociations de l'OMC sur les droits de douane industriels devrait être de «maximiser les possibilités de réaliser des ouvertures de marchés et de rendre plus uniforme la structure des consolidations tarifaires de tous les membres de l'OMC, en s'appuyant sur l'initiative de la Libéralisation Tarifaire Accélérée (LTA) qui sera finalisée d'ici la Conférence ministérielle de 1999". Les membres devraient «veiller à ce que la mise en œuvre provisoire des résultats soit considérée comme partie intégrante de l'équilibre global des concessions en matière d'accès aux marchés qui doivent être déterminées à la conclusion des nouvelles négociations». Des groupes écologistes à travers le monde s'opposent à l'initiative de la LTA car elle inclut la suppression des droits de douane pour les produits forestiers, dont ces groupes disent qu'elle équivaudrait à un «accord sur l'exploitation forestière libre» et qu'elle accroîtrait donc la déforestation.

Lors d'une réunion tenue le 28 octobre sur les «nouvelles questions», les membres de l'OMC ont débattu des «questions de Singapour» sur l'investissement, la concurrence, la passation de marchés et la facilitation du commerce. Sur le sujet litigieux de l'investissement, trois positions sont apparues. A un extrême, l'Union européenne a soutenu qu'à Seattle, les membres devraient décider d'inclure l'investissement comme question de négociation de fond. A l'autre extrême, un certain nombre de pays en développement (dont la Malaisie, l'Egypte et le Pakistan) étaient opposés à des négociations sur l'investissement et ont préconisé la poursuite du processus d'étude déjà en cours à l'OMC dans le groupe de travail sur le commerce et l'investissement. En position intermédiaire, l'Australie a avancé une troisième option, en proposant de maintenir le groupe de travail pendant deux années supplémentaires, et par la suite, la publication d'un rapport qui recommanderait de «voir s'il était souhaitable d'entamer et de conclure la négociation d'un cadre de règles et de disciplines pour l'investissement étranger».

ADPIC

La Colombie a proposé d'étendre le moratoire sur les plaintes en situation de non-violation dans l'Accord sur les ADPIC (Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle touchant au commerce), et de développer davantage l'article 7, «afin de le rendre opérationnel et de garantir le transfert de technologie à des conditions équitables et mutuellement avantageuses». Les deux propositions ont également bénéficié de l'appui des ministres africains du commerce, lors de leur réunion à Alger, de même que d'autres propositions avancées par le Kenya au nom du groupe Africain dans un document exhaustif sur les ADPIC (voir article position du Kenya et position des Ong Africaines). Ce document a été chaleureusement accueilli par un large groupe d'ONG, qui ont tout particulièrement applaudi la proposition selon laquelle le réexamen de l'article 27.3(b) des ADPIC devrait «clarifier le fait que les végétaux et les animaux ainsi que les micro-organismes et tous les autres organismes vivants et les parties de ceux-ci ne

peuvent être brevetés, et qu'en outre, les procédés naturels qui produisent des végétaux, des animaux et d'autres organismes vivants ne devraient pas être brevetables».

Plusieurs autres propositions de mise en œuvre détaillées ont été incluses au texte du 19 octobre, notamment celles relatives aux subventions et aux droits de propriété intellectuelle touchant au commerce. Sur la première question, les pays en développement ont exigé d'être autorisés à fournir des subven-

(suite à la page 12)

Enjeux d'un nouveau round de négociations commerciales**Oxfam-Solidarité prend position**

Analysant les enjeux des prochaines négociations de l'OMC, Oxfam a élaboré un document intitulé «les Enjeux d'un nouveau round de négociations commerciales internationales» document dans lequel, cette organisation prend position sur un certain nombre de points parmi lesquels le système de règlements des conflits au sein de l'OMC, l'accord sur l'Agriculture, les services, les Droits de Propriété intellectuelle, l'accès au marché etc.

Oxfam estime que si l'on fait le bilan des principaux accords institués par l'OMC en 1995, (Agriculture, Services, Propriété intellectuelle), on constate que les PED, principalement, l'Afrique et l'Asie du Sud les plus touchées par la pauvreté qui affecte près de 40% de la population sont largement perdants.

Dans le domaine agricole par exemple, les règles de l'OMC ont conduit à une concurrence inégale entre les produits subventionnés du Nord et ceux qui ne peuvent pas l'être au Sud.

Dans le domaine de la propriété intellectuelle (TRIPS), l'OMC exige la suppression des lois démocratiquement instituées pour y substituer ses propres règles. Or, fait remarquer Oxfam, «ces règles contribuent à l'accroissement de la privatisation et de la recherche et des coûts liés à la diffusion des innovations. La poursuite des négociations pour libéraliser les services pourraient se traduire par une privatisation des services essentiels au développement, l'éducation, la santé, la fourniture des biens essentiels».

Pour ce qui est des investissements, Oxfam affirme que l'Union européenne et les USA voudraient encore passer trois nouveaux accords sur l'investissement, la concurrence et les marchés publics. Ces accords «empêcheraient tout contrôle national sur les conditions d'accès des investisseurs étrangers. La concurrence inégale avec les industries locales naissantes ne serait que renforcée».

Pour Oxfam, les pays en développement, appuyés par les sociétés civiles du Nord et du Sud, les organisations syndicales, peuvent, lors du sommet de Seattle, imposer l'arrêt d'un processus de libéralisation totalement déséquilibré. Les règles instaurées par l'OMC apparaissent asymétriques. Elles interdisent aux pays en développement de recourir aux instruments juridiques et aux politiques que les pays industrialisés ont utilisé pour construire leur industrialisation et leur développement.

Les sujets d'importance aussi vitale pour la croissance et le développement que la propriété intellectuelle, le contrôle des investissements, les conditions de sécurité alimentaire, ne sont pas du ressort de l'OMC, mais, des organisations légitimement instillées par les Nations Unies.

Le document a été réalisé par le GRESA (Groupe de Recherche pour une stratégie économique alternative) à la demande d'OXFAM Solidarité. Contact: Oxfam Solidarité, Rue du Conseil 39 1050 Bruxelles Belgique. Tel: 32.2/501.67.00 Fax: 32.2/511.89.19. e mail : oxfamsol@oxfamsol.be

Des positions divergentes sur les services

A la réunion du Comité bancaire du sénat américain, tenue le 2 novembre, la représentante américaine du commerce, Charlene Barshefsky a présenté les priorités des Etats-Unis en matière de services, pour la prochaine Conférence ministérielle et les nouvelles négociations de l'OMC (*).

Les Etats-Unis souhaitent lancer des négociations qui devront permettre d'assurer un maximum de libéralisation dans une large gamme de secteurs, par tous les membres de l'OMC, à travers un élargissement et un renforcement des engagements en matière de services de tous les pays membres de l'OMC ”.

Les Etats Unis ont également comme objectifs d'examiner des méthodes transectorielles ou “horizontales” de libéralisation des services; de garantir que les règles en matière de services anticipent le développement de nouvelles technologies ; et d'accroître la participation régionale aux Accords fondamentaux sur les télécommunications et les services financiers.

Selon Barshefsky, “accroître la participation des pays est un objectif de plusieurs de nos initiatives régionales, notamment en Afrique et sera également une orientation dans la nouvelle série de négociations”. Ils visent aussi à empêcher la discrimination contre des modes particuliers de fourniture de services.

De nombreux pays en développement invitent les pays développés membres tels que les Etats-Unis à mettre en œuvre pleinement les engagements qu'ils ont pris dans l'Accord général sur le commerce des services (GATS), Accords qui facilitent le mouvement des personnes physiques dans la fourniture de services (appelé ‘Mode 4’, qui renvoie à l'article 12(d) du GATS).

Les pays développés – tout particulièrement les Etats-Unis – se sont heurtés à une résistance des pays en développement qui sont peu disposés à abaisser les bases tarifaires dans les services. De nombreuses propositions des pays en développement dans la marche vers la Réunion ministérielle soulignent que les pays en développement ont le droit d'ouvrir moins de secteurs durant les prochaines négociations.

Ainsi, la proposition colombienne indique que “il y aura une flexibilité adéquate pour que les pays en développement membres, à titre individuel, ouvrent moins de secteurs, libéralisent moins de types de transactions et élargissent progressivement l'accès aux marchés en fonction de leur situation de développement ”.

L'Argentine, l'Australie, le Chili, la Nouvelle Zélande, Hong Kong, l'Indonésie, Singapour, l'Union européenne et le Japon ont tous invité à une libéralisation accrue des services. La Turquie a appelé à une amélioration de l'accès aux marchés en plus de règles plus libérales sur le traitement national des firmes de services. Un certain nombre de pays ont appelé à une participation accrue des pays en développement au secteur des services en assurant à ces pays, au titre d'un accord sur les services, une flexibilité en vue d'accroître leurs exportations de services.

Sous la section relative à la mise en œuvre, dans le dernier projet de Déclaration ministérielle (19 octobre), la section (I) qui porte sur les services énonce qu'un mécanisme de surveillance et de notification sera établi pour garantir une mise en œuvre effective de l'article IV – sur “La participation croissante des pays en développement” — de l'Accord général sur le commerce des services (GATS).

L'article IV, entre autres, appelle au renforcement de la capacité des pays en développement à fournir des services par un accès à la technologie, par la libéralisation de l'accès aux marchés pour les fournisseurs de services des pays en développement et par l'amélioration de leur accès aux circuits de distribution et aux réseaux d'information.

L'Egypte, l'Inde et la Turquie ont préconisé une “évaluation générale du commerce des services au sein du Conseil du commerce des services avant

le démarrage des négociations ”. Ceci a pour but de faire comprendre aux pays les avantages de certains engagements en matière de services sur l'investissement étranger direct et sur d'autres indicateurs de développement.

La position égyptienne, indienne et turque est reprise par le Brésil qui souhaite que la négociation d'engagements spécifiques et de la libéralisation des services ne soit menée qu'après la rédaction de disciplines pour les sauvegardes d'urgence, les subventions, les marchés publics et la réglementation interne. Le Brésil met également l'accent sur l'objectif de préserver les principes reflétés dans l'article IV.

L'Indonésie, Singapour, la Suisse et l'Uruguay ont préconisé que les négociations prennent en compte les différents niveaux de développement des pays membres. En outre, ces trois membres ont demandé que des négociations se concentrent en priorité sur les secteurs des services ayant une importance pour les pays en développement.

De nombreux pays en développement souhaitent également la réouverture des pourparlers sur les services de transport maritime. Il y a une source importante de litige autour de la loi américaine demandant que le transport maritime intra-américain soit effectué exclusivement par des compagnies de navigation américaines, constituant ainsi une discrimination vis-à-vis des transporteurs étrangers.

Par ailleurs, les représentants de la communauté mondiale des services se sont réunis à Atlanta, aux Etats-Unis, du 01 au 03 novembre, à l'occasion du World Services Congress 99. La réunion a regroupé des représentants des services du secteur privé, des services financiers, des voyages et du tourisme, des grossistes et des détaillants, ainsi que le secteur des télécommunications, pour se pencher sur la question de “la création d'une croissance globale et d'opportunités ”.

La réunion a été fixée de façon à ce que les représentants des services se regroupent pour définir une position commune à temps pour la réunion ministérielle de l'OMC à Seattle.

Concernant les pays en développement, les représentants ont invité les gouvernements à “reconnaître que la libéralisation des marchés des services dans les pays en développement comme dans les pays développés est cruciale pour leurs économies, pour le renforcement de leur capacité nationale de fournir des services, ainsi que de l'efficacité et de la compétitivité de ce secteur.

Les gouvernements devraient accroître leur assistance technique aux pays en développement pour garantir leur pleine préparation et leur pleine participation aux négociations sur les services ”, selon la déclaration.

En outre, les représentants ont préconisé plus de transparence et plus d'ouverture à l'OMC ; pour “susciter la confiance vis-à-vis des travaux de l'OMC, L'accès aux documents et aux décisions devrait être amélioré et ceux-ci devraient être mis à la disposition du public en temps opportun ”, dit la déclaration.

(*) Les Etats Unis sont le premier fournisseur dans le monde. Ils exportent pour 264 milliards de dollars de services dans les secteurs public et privé et importent pour 165 milliards.

Ce pays envisage la libéralisation d'une vaste gamme de secteurs des services, et comptent obtenir des engagements notamment dans les secteurs de la finance, des télécommunications, de la distribution, de l'audiovisuel, de la construction, du transport et du tourisme, de la santé, de la distribution rapide, de l'éducation et de la formation, de la santé, de l'énergie et des services environnementaux.

Les ministres du G-77 appellent à une Série de négociations à Seattle qui intègre la dimension développement

Les ministres du commerce du Groupe des 77 pays en développement (G-77) se sont réunis à Marrakech, au Maroc, du 14 au 16 septembre, pour forger une position commune sur la prochaine série de négociations de l'OMC. Aux Nations Unies, le groupe de 133 membres s'exprime collectivement au nom des pays en développement, mais n'a pas de statut officiel à l'OMC. Toutefois, la déclaration finale des ministres est l'expression la plus large des points de vue des pays en développement – membres de l'OMC ou non – en ce qui concerne la série de négociations de Seattle. La partie de la déclaration portant sur les questions de l'OMC sera envoyée à la Conférence ministérielle de Seattle, en tant que 'message des ministres du G-77'.

Mise en œuvre : correction des déséquilibres

Dans leur déclaration, les ministres se sont dits fortement attachés à des politiques commerciales ouvertes et libérales, à la condition qu'elles intègrent la «dimension» développement. En tout premier lieu, ils ont appelé à la mise en œuvre des engagements existants en faveur des pays en développement et à la correction du déséquilibre du système commercial multilatéral.

Les ministres ont noté avec une grande inquiétude que «les pays en développement continuent d'être écartés des avantages offerts par le système commercial multilatéral en vigueur. L'évolution vers une libéralisation totale dans les secteurs qui présentent un intérêt particulier pour ces pays reste lente, et des déséquilibres significatifs entre les droits et les obligations existent dans les accords commerciaux multilatéraux ainsi que dans les conditions d'accès aux marchés[...]. Nous attachons donc la plus haute importance à la prise en compte des questions et des difficultés rencontrées par les pays en développement, qui sont survenues au cours de la mise en œuvre des accords commerciaux multilatéraux de l'OMC».

«La non-réalisation des avantages pour de nombreux pays en développement dans des domaines qui présentent un intérêt pour ceux-ci a résulté de l'incapacité des grands partenaires commerciaux à remplir pleinement et fidèlement leurs obligations dans ces domaines, particulièrement ceux des textiles et des vêtements. Nous préconisons donc vivement que la question de la mise en œuvre des accords et des décisions de Marrakech soit abordée et résolue à Seattle par la Troisième Conférence ministérielle de l'OMC».

Les ministres ont également noté que les dispositions du traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement étaient restées en quelque sorte un 'effort maximal' et qu'il faudrait à présent les rendre «opérationnelles» pour que les pays en développement tirent du système commercial multilatéral les avantages qu'ils en escomptaient.

La déclaration note que le traitement spécial et différencié à lui seul – qui comporte des périodes de transition plus longues pour faire face aux obligations découlant de l'OMC, des concessions en matière d'accès aux marchés et la suppression des obstacles autres que d'ordre commercial – ne seront pas suffisants pour accélérer l'intégration des pays en développement au système commercial multilatéral. Des programmes élargis d'assistance technique touchant au commerce et de constitution de capacités seront nécessaires pour fournir un appui en vue de surmonter les insuffisances de la demande, de même que seront nécessaires les transferts de technologie et l'investissement dans les pays en développement.

Programme intégré

La déclaration demande que les négociations du programme intégré se penchent sur les points suivants :

- 'Dans l'agriculture, l'objectif devrait être d'incorporer ce secteur aux

règles normales de l'OMC, en prenant en compte les problèmes particuliers des économies en développement essentiellement agraires et insulaires et des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires'.

La non-réalisation des avantages pour de nombreux pays en développement dans des domaines qui présentent un intérêt pour ceux-ci a résulté de l'incapacité des grands partenaires commerciaux à remplir pleinement et fidèlement leurs obligations dans ces domaines, particulièrement ceux des textiles et des vêtements.

- 'Les négociations concernant le commerce des services devraient être menées au sein de l'architecture existante du GATS et devraient viser à la libéralisation des secteurs présentant un intérêt spécial pour les pays en développement et du mouvement des personnes physiques, tout en tenant compte de l'impact du commerce électronique'.

- 'Les réexamens prescrits au titre des accords commerciaux multilatéraux de l'OMC devraient corriger les déséquilibres et assurer que les dispositions en faveur des pays en développement sont effectivement mises en œuvre'.

En outre, les ministres du G-77 ont appelé les pays développés à fournir un accès en franchise et sans contingentement aux exportations des pays les moins avancés. Un tel engagement, recherché activement par l'Union européenne et bénéficiant de l'appui prudent des Etats Unis, semble de plus en plus une 'réalisation' possible pour la Réunion ministérielle de Seattle.

Amendement des accords de l'OMC

'Toute future négociation devrait prendre en compte la suppression des pics tarifaires et des tarifs progressifs et devrait introduire davantage de discipline pour empêcher le recours abusif aux mesures telles que l'antidumping, les droits compensateurs et les actions de sauvegarde, les réglementations sanitaires et phytosanitaires et les obstacles techniques au commerce, ainsi que pour empêcher le retour apparent à l'utilisation des restrictions volontaires à l'exportation. Le programme de travail sur l'harmonisation des règles d'origine non-préférentielles devrait être rapidement réalisé pour que l'on parvienne à des règles simplifiées, harmonisées et plus transparentes'.

'Ces négociations devraient rendre opérationnelles les dispositions de l'Accord sur les ADPIC relatives au transfert de technologie, à l'avantage mutuel des producteurs et des utilisateurs de connaissances technologiques, et devraient rechercher des mécanismes en vue d'une protection équilibrée des ressources biologiques et des disciplines visant à protéger les connaissances traditionnelles ; elles devraient permettre aux pays en développement, au titre de l'Accord sur les MIC (Mesures concernant les investissements et liées au commerce), et de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires, d'utiliser les mesures nécessaires pour mettre en œuvre leurs politiques en vue du développement, ainsi que de la diversification et de la valorisation des exportations'.

Nouvelles questions ; environnement et travail

Bien que certains pays en développement aient verbalement résisté aux propositions d'étendre la portée des négociations au-delà du programme incorporé, la déclaration reste silencieuse sur le sujet : elle ne dit rien des négociations possibles sur l'investissement, les marchés publics, la politique de la concurrence ou les droits de douane industriels. Une telle omission reflète une absence de position unifiée dans le groupe, qui comprend des économies avancées telles que Singapour et de grandes puissances commerciales telles que le Brésil, ainsi que les économies les plus pauvres et les plus vulnérables du monde.

Sur deux 'nouvelles questions', c'est à dire, le travail et l'environnement, les

(suite à la page 18)

Accord de l'OMC sur l'agriculture et pays en développement

Par Rashid S. Kaukab

Sr Consultant, South Centre Pilot Project on WTO

L'Accord de l'OMC sur l'agriculture est un accord important pour les pays en développement. Malheureusement, la façon dont cet accord a été négocié durant le Cycle d'Uruguay ainsi que la façon dont il a été mis en œuvre jusqu'ici par les principaux pays développés, n'ont pas pris en compte les préoccupations et les intérêts des pays en développement. Il est donc important de rappeler en premier lieu, les conditions spéciales de l'agriculture dans les pays en développement, notamment les différences majeures entre le secteur agricole des pays développés et celui des pays en développement.

Et en second lieu, il convient de rappeler les implications de l'Accord actuel sur l'agriculture pour les pays en développement et la manière dont cet Accord a permis aux grands pays développés de poursuivre leurs pratiques qui ont des effets de distorsion sur le marché. Ceci devrait permettre d'identifier les éléments d'un ordre du jour que les pays en développement peuvent adopter lors des prochaines négociations sur l'agriculture au cours de la Troisième Conférence Ministérielle de l'OMC. Cet article tente de faire ressortir ces éléments.

Il y a des différences majeures entre les secteurs agricoles des pays développés et ceux des pays en développement, y compris, mais sans exclusive, les deux différences suivantes qui illustrent mon propos :

a) Différences dans les niveaux de soutien de l'agriculture : Les secteurs agricoles des pays industriels riches sont bien soutenus et bien protégés. Ils disposent d'une bonne infrastructure et d'un bon accès à l'information, de marchés locaux et étrangers, ainsi que de la technologie. La protection et le soutien accordés aux agriculteurs, pendant très longtemps, leur ont permis de s'assurer des gains technologiques et économiques significatifs. La situation est très différente pour de nombreux pays en développement, spécialement ceux à revenu plus faible, où les agriculteurs travaillent avec peu de capitaux, de ressources et de technologie. De nombreux pays en développement ne disposent même pas d'infrastructure – comme les routes et le transport qui fournissent l'accès aux marchés – qui est considérée comme allant de soi dans les pays développés. En effet, les agriculteurs des pays en développement sont traditionnellement ponctionnés plutôt que subventionnés.

b) Différences dans l'importance de l'agriculture : L'autre différence majeure entre les pays développés et les pays en développement est le pourcentage de la population engagée dans l'agriculture. Dans les pays développés, seuls 5 à 10% de la population travaille dans l'agriculture, alors qu'elle constitue dans les pays en développement, une source importante d'emploi car occupant au moins 50% de la population y compris les pays importateurs nets de produits alimentaires. La majeure partie de la population engagée dans ce secteur, sont de petits agriculteurs qui produisent pour leur subsistance. L'agriculture est leur source de revenu. Et si on leur ôte les possibilités qu'ils trouvent un emploi ailleurs sont minimes.

Ces dures réalités signifient que les pays en développement auraient dû jouir d'un traitement plus favorable dans le système commercial international tel que mis en application par les Accords de l'OMC. En fait, le présent Accord sur l'agriculture de fait exactement le contraire. Aux termes de cet Accord, ce sont les pays développés qui ont le traitement le plus favorable.

On a beaucoup écrit sur la manière dont le présent Accord sur l'agriculture a été négocié essentiellement entre les Etats Unis et l'Union européenne, sans qu'il soit pris en compte les intérêts des autres pays, notamment les pays en développement. On a également beaucoup écrit sur la façon dont les «deux grands» (les Etats Unis et l'Union européenne) ont eu recours à une tarification inéquitable et à d'autres tactiques, même avant l'entrée en vigueur de l'Accord, le 01 janvier 1995.¹ Le présent article n'entrera pas dans de tels détails. Il se limitera fondamentalement à deux points, à savoir, comment la mise en œuvre effective de l'Accord n'a pas assuré les avantages

promis aux pays en développement, et comment les pays développés ont reçu et continuent de recevoir un traitement favorable dans ce secteur.

En premier lieu, il y a le fait que les pays en développement n'aient pas, jusqu'ici, tiré profit de l'Accord en termes d'accès aux marchés. On peut même dire que certains d'entre eux, les pays importateurs nets de produits alimentaires, en ont plutôt souffert.

Accès aux marchés

Les pays en développement ont beaucoup misé sur l'accès aux marchés des pays développés afin de bénéficier des retombées économiques d'un plus grand volume d'exportations. C'est la raison pour laquelle ils ont signé les accords sur les ADPIC, sur les services, etc., durant le cycle d'Uruguay qui ne leur étaient pas réellement favorables.

Cependant, les attentes de ces pays ne se sont pas matérialisées. L'exemple suivant illustre bien cette conclusion. En comparant les données de 1994 à 1997 (avant, et trois ans après l'entrée en vigueur de l'Accord sur l'agriculture) on ne note aucune amélioration de la situation des pays en développement. Leur part d'exportations agricoles dans les exportations mondiales totales de marchandises était de 5% en 1997, le même pourcentage qu'en 1994. De même, la part des exportations des pays en développement dans les exportations agricoles mondiales était de 40% en 1997, le même chiffre qu'en 1994.

La Décision ministérielle de Marrakech en faveur des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires et des PMA

Les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires ont souffert en raison d'une hausse des prix et d'une instabilité des prix beaucoup plus importante, dans la période qui a suivi le Cycle d'Uruguay. La célèbre Décision ministérielle de Marrakech ne les a pas aidés. Ceci a été une source de frustration majeure pour les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires et pour les pays les moins avancés (PMA).

Il y a deux principaux problèmes en ce qui concerne la Déclaration de Marrakech dans sa forme actuelle.

a) L'un est qu'elle utilise les termes d'Effets Négatifs «possibles». Les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires ont donc à prouver : i) qu'ils subissent des effets négatifs et que; ii) ces effets négatifs sont dus à la mise en œuvre du Cycle d'Uruguay.

Cette seconde condition est difficile à prouver puisque la décomposition des causes responsables des hausses continues des prix de même que leurs fluctuations est impossible. C'est cette conditionnalité qui a permis à certains membres de l'OMC de refuser d'accorder toute concession aux pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, conformément à la Décision, au moment de la hausse des prix de 1995-97.²

(Suite à la page 9)

¹ Pour une excellente présentation de ces points, se référer à "Guide to the Agreement on Agriculture : Technicalities and Trade Tricks Explained" par Aileen Kwa et Walden Bello de Focus on the Global South.

² Le seul argument à l'appui, avec réticence, des revendications des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires a été avancé en janvier 1999, après plus de deux ans, quand la FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) a fait état du fait que "Dans un certain nombre de cas, la tendance à la hausse du marché était partiellement due à la mise en œuvre des engagements du Cycle d'Uruguay". Page 11 du CCP 99/12, intitulé "Assessment of the Impact of the Uruguay Round on Agricultural Markets".

Accord de l'OMC sur l'agriculture ... (suite de la page 8)

Le deuxième aspect de cette seconde condition est que la compensation qui leur avait été promise au titre de la Décision ministérielle de Marrakech – aide alimentaire, crédits à l'exportation, financement des importations, etc. – relève d'autres organisations/structures internationales au sein desquelles les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires peuvent ne même pas être représentés. En pratique, les pays en développement importateurs nets de produits alimentaires ne peuvent donc obtenir de compensation.

b) L'autre problème est qu'il est également devenu évident que ce ne sont pas les pays en développement, mais les pays développés qui ont bénéficié d'un traitement spécial et plus favorable au titre de l'Accord sur l'agriculture. Pour comprendre ceci, examinons d'abord ce supposé traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement dans ce domaine et décrivons, ensuite, la situation des pays développés.

Traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement

Fondamentalement, il y a deux types de dispositions en matière de traitement spécial et différencié dans l'Accord sur l'agriculture :

le premier type est lié à la période de mise en œuvre où l'on a donné aux pays en développement un délai de 10 ans, contre 6 ans aux pays développés pour mettre en œuvre leurs obligations au titre de l'Accord sur l'agriculture. En réalité, ceci n'est pas un traitement spécial et différencié, car : (a) il n'est pas lié au niveau de développement économique ou agricole, et, (b) il ne sert qu'à créer les conditions et l'infrastructure nécessaires pour remplir les pleines obligations au titre de l'Accord à la fin de la période de transition. (Les pays développés ont aussi bénéficié de périodes de mise en œuvre plus longues. Par exemple, on leur a accordé 10 ans pour mettre en œuvre l'Accord sur les textiles et les vêtements).

Le second type de traitement spécial et différencié dans l'Accord sur l'agriculture est lié au niveau des obligations. Ici, généralement, le niveau des obligations pour les pays en développement est fixé aux 2/3 (66%) du niveau des pays développés. Ainsi, les pays en développement sont tenus de réduire de 24% leurs tarifs douaniers et leurs subventions à l'exportation, contre une réduction de 36% pour les pays développés. De même, les pays en développement doivent réduire de 13,3% leur soutien interne, contre une réduction requise de 20% pour les pays développés. Ceci, également, n'est pas très significatif pour un certain nombre de raisons, dont entre autres :

a) Le fait que l'on ne peut soutenir que le niveau de développement économique ou du développement agricole de pays tels que le Sri Lanka, le Nigeria ou la Colombie est égal à 2/3 du niveau de développement des Etats-Unis ou de l'Union Européenne.

b) La disposition³ est non pertinente pour un grand nombre de pays en développement qui ont déclaré un niveau zéro de soutien interne et de subventions à l'exportation. Il en résulte que, pour 61 pays en développement (sur un total de 71 ayant notifié à l'OMC, leurs mesures de soutien interne) n'ayant déclaré aucun soutien interne durant la période de base, la baisse des taux de réduction et l'allongement des périodes de mise en œuvre ne présentent même d'un point de vue théorique, aucun intérêt.

c) Presque aucun pays en développement ne dispose de ressources pour fournir un soutien interne et des subventions à l'exportation, même à hauteur des niveaux autorisés au titre de l'Accord sur l'agriculture.

Traitement spécial et plus favorable pour les pays développés

L'Accord sur l'agriculture fournit, en fait, un traitement spécial et différencié en faveur des pays développés. En effet :

a) Les pays développés avaient des niveaux de soutien interne et de subven-

tions à l'exportation extrêmement élevés durant la période de base et ont été autorisés, avec des modifications mineures, à les poursuivre.

b) Les pays développés avaient des niveaux beaucoup plus élevés d'obstacles non tarifaires, qui, à travers la tarification, ont été maintenus. Selon une estimation de la Commission économique et sociale des Nations Unies pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), les tarifs douaniers réduits de l'UE et des Etats Unis au cours de l'année 2000 seraient en fait supérieurs à leurs équivalents tarifaires réels pour la période 1989-93. Pour l'UE, ils seraient supérieurs de 2/3, et pour les Etats Unis, de 3/4.

- Ce sont les pays développés qui ont recours aux mesures de sauvegarde spéciales.

- La façon dont ont été définies les mesures de soutien interne autorisées (boîte verte) et interdites que les pays sont tenus de réduire (boîte ombre), a profité aux pays développés, car la plupart des mesures de soutien interne utilisées par les pays en développement relèvent de la boîte ombre.

- Et finalement, les Etats Unis et l'UE disposent d'un arrangement spécial (boîte bleue) qui leur permet de continuer certaines mesures de soutien interne ayant des effets de distorsion sur le commerce et la production, qui sont exemptes de réduction.

Ce qui s'est réellement passé aux termes du présent Accord sur l'agriculture, c'est que deux séries de règles ont été mises en application. L'une pour ceux qui étaient responsables d'une distorsion du marché à travers des obstacles tarifaires et non tarifaires et des subventions internes et à l'exportation élevées. Ceux-là ont été autorisés à continuer ces pratiques avec des modifications mineures. La seconde série de règles est pour ceux, notamment les pays en développement, qui ne se livraient pas à de telles pratiques. Il leur est à présent légalement interdit de le faire. L'on peut mieux expliquer ceci par une analogie dramatique.

Imaginez un monde où tous les pays jouent au football. Bien sûr, les équipes ont des forces et des faiblesses différentes. Mais ce qui est vraiment remarquable, c'est que certains ont développé leurs propres règles pour jouer au football, qui sont très différentes des règles normales. Par exemple, ils jouent avec des équipes de 100 joueurs au lieu de 11 (subventions internes) ; ils donnent à leurs joueurs des drogues qui améliorent leur performance (subventions à l'exportation) ; et ils empêchent les autres équipes de jouer sur leurs propres terrains pour de piètres raisons telles que la couleur des yeux et la longueur des cheveux de leurs joueurs, etc. (obstacles non tarifaires).

Mais tous se sont réunis et ont décidé (Accord sur l'agriculture du Cycle d'Uruguay) qu'ils devraient développer des règles internationalement et juridiquement applicables pour un grand tournoi mondial de football auquel tous les pays pourraient participer et où les meilleures équipes pourraient avoir des chances de gagner (avoir un meilleur accès aux marchés).

Malheureusement, du fait que certains pays, comme on l'a dit plus haut, étaient si habitués à jouer selon leurs propres règles et demandaient du temps pour s'adapter aux règles équitables, il avait été décidé que, dans l'intervalle, ces pays seraient autorisés à jouer selon leurs règles avec seulement quelques modifications mineures.

En conséquence, le nombre de joueurs sera maintenant de 80 (réduction de 20% des subventions internes) ; leurs dépenses en matière de drogues pour améliorer la performance des joueurs baisseraient de 36% et ces drogues ne seraient administrées qu'à 79% de leurs joueurs (36% de réduction dans les dépenses budgétaires et 21% de réduction dans le volume des subventions à l'exportation) ; les autres équipes pourraient jouer sur leurs propres terrains, mais après avoir versé des redevances qui sont fixées à un niveau si élevé qu'aucune équipe ne pourra réellement s'en acquitter (tarification inéquitable).

Il y avait un groupe particulier de pays, les pays en développement impor-

(Suite à la page 12)

³ Disposition du traitement spécial et différencié dans l'accord sur l'agriculture et lié au niveau des obligations

Règlement des différends

L'Organe de Règlement des Différends (ORD) se réunit et débat de la banane

Lors de la réunion de l'Organe de règlement des différends (ORD) du 27 octobre, les membres ont débattu, entre autres, de la proposition de régime d'importation de la banane de l'Union européenne. L'OMC avait statué en avril que l'Union européenne ne s'était pas conformée à la décision de l'OMC de 1997 condamnant son régime d'importation de la banane.

Depuis lors, une équipe de l'Union européenne travaille à élaborer un régime acceptable par toutes les parties concernées - plus spécifiquement l'Equateur, les Etats-Unis, et les pays producteurs de bananes d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP). Pendant ce temps, l'OMC a autorisé les Etats-Unis à imposer des tarifs de rétorsion d'un montant de 191 millions de dollars US pour compenser les pertes de recettes découlant du régime actuel de l'Union européenne.

L'Union européenne a déclaré aux membres de l'OMC qu'il continuait à y avoir "de grandes divergences dans les points de vue, tant sur l'acceptabilité des mécanismes possibles d'un tel système, que sur les solutions qui seraient considérées comme compatibles avec les règles de l'OMC".

Dans le même temps, les responsables de l'Union européenne ont présenté une proposition de plan révisé pour se conformer à la décision de l'OMC condamnant son régime d'importation de la banane. Le plan de l'Union établirait un contingent tarifaire provisoire pour une période de cinq ans, qui se transformerait en système tarifaire unique en 2005. Selon les responsables de l'Union, le plan donnerait aux pays ACP le temps de s'adapter à un nouveau régime d'importation.

Bernard Zpter, Responsable à la Commission Européenne, qui a été chargé d'élaborer un nouveau régime d'importation de bananes a déclaré que le nouveau plan fera augmenter le nombre de pays non ACP sur le marché communautaire de la banane, et pourrait faire baisser les prix à la consommation.

Le régime proposé maintiendrait les deux contingents tarifaires existant et totalisant 2 553 000 tonnes imposables à hauteur de 75 euro par tonne, ouverts à tous les fournisseurs de bananes, sauf que les producteurs ACP n'auraient pas à payer ce droit.

L'union Européenne ouvrirait aussi à tous les fournisseurs un quota additionnel de 850 000 tonnes, réservé initialement aux ACP. Dans ce cas aussi les bananes des ACP ne seraient pas imposées, alors que celles des autres fournisseurs le seraient à un taux maximum de 275 euro par tonne.

On s'attend à ce que les ministres de l'Union européenne débattent du régime d'importation proposé au cours d'une réunion à Bruxelles, les 15 et 16 novembre. La France, l'Espagne, l'Italie et le Portugal restent toutefois opposés à la modification du régime d'importation actuel qui favorise les importations des producteurs ACP.

Le plan proposé par l'Union européenne ne bénéficierait pas, selon certains observateurs, de l'appui des Etats-Unis. En effet, ces derniers ont présenté, le 25 octobre, deux plans alternatifs en vue de l'observation de la décision de l'OMC par l'Union européenne.

Le premier plan consiste en un retour immédiat à un régime exclusivement tarifaire tandis que le second prévoit un système de contingent tarifaire transitoire. On ne voit pas d'ailleurs très bien en quoi la seconde proposition diffère du régime proposé par l'Union européenne.

Dans le même temps, les pays caraïbes producteurs de bananes tenteront, au cours des semaines à venir, de susciter un appui à la solution qu'ils

proposent pour le règlement du différend, à savoir un système de contingents et de licences pour les importations de bananes de l'Union européenne.

Selon Edison James, Premier ministre de la Dominique, le régime proposé par les Caraïbes est compatible avec l'OMC et comporte un contingent séparé pour les producteurs ACP. M. James a déclaré que les responsables caraïbes rencontreraient les responsables américains du commerce pour susciter un appui au plan en vue de persuader l'Union européenne de l'adopter.

Dans le même temps, l'Equateur, premier exportateur de bananes à l'échelon mondial, et partie prenante de la plainte à l'OMC contre l'Union européenne, a menacé d'imposer des sanctions d'un montant de 450 millions de dollars US à l'Union européenne, si celle-ci ne modifiait pas rapidement son régime d'importation. L'Equateur estime que le Plan amendé de l'Union Européenne continuerait à discriminer ces propres exportations.

"L'Equateur appelle l'Union européenne à supprimer les contingents «illicites» par pays dans les plus brefs délais ; autrement, l'Equateur sera forcé de suspendre les concessions qu'il accorde aux produits de l'Union, comme l'ont fait les Etats-Unis", avait déclaré Alfredo Pinoargote, Ambassadeur de l'Equateur auprès de l'Union européenne.

Le réexamen du règlement des différends de nouveau en suspens

Juste au moment où il semblait que le réexamen du Mémoire d'accord du règlement des différends, qui était en suspens, était relancé, l'ensemble du processus s'est de nouveau effondré, le 24 septembre. Un tel résultat paraissait probable après la réunion de juillet, quand l'Inde, la Malaisie et le Mexique ont refusé de poursuivre le réexamen au-delà de sa date limite, mais plusieurs délégations ont travaillé dans l'intervalle pour trouver une solution de compromis.

En conséquence, un accord «flexible» a été convenu entre les négociateurs de certains pays dits «clés» sur la façon d'ordonner les étapes menant à l'imposition de sanctions commerciales. Toutefois, la réunion de l'Organe de règlement des différends qui devait en discuter s'est terminée dans la confusion, sans qu'aucune décision n'ait été prise sur aucune question, notamment celle de fixer la prochaine réunion pour terminer le réexamen. Cette situation pourrait cependant être contournée si le nouveau président de l'ORD, Kare Bryn, ambassadeur de Norvège, convoquait les membres à une nouvelle réunion.

Ordonnancement

La chronologie des actions devant précéder l'autorisation de prendre des mesures de rétorsion à l'encontre des pays qui n'ont pas mis en œuvre les décisions de l'OMC en matière de règlement des différends a fait l'objet de débats animés, depuis que le différend de la banane a révélé les interprétations conflictuelles sur la question de savoir si il est possible d'appliquer des sanctions avant qu'un groupe spécial n'ait déterminé si les décisions de l'OMC n'ont pas été mises en œuvre par le pays qui ont été perdant dans le différend.

Dans ce débat, les Etats-Unis ont soutenu que l'article 22 du Mémoire d'accord sur le règlement des différends confère aux membres le droit de prendre des mesures de rétorsion, même si un groupe spécial chargé de surveiller l'observation des décisions, établi au titre de l'article 21.5, n'a pas encore rendu son verdict. Les Etats-Unis souhaiteraient que cette chronologie soit adoptée afin de ne pas avoir à rectifier la section 301 de sa

Règlement des différends

législation qui est en cours d'examen par un groupe spécial du règlement des différends de l'OMC. Rappelons que l'UE considèrerait que des sanctions ne peuvent être imposées qu'une fois que l'OMC a fait une constatation de non-observation des décisions conformément à l'article 21.5 et a déterminé par arbitrage le niveau des sanctions, conformément à l'article 22.6.

Les négociateurs ont tenté de fixer des délais afin que les mesures de rétorsion éventuelles prises unilatéralement ne puissent pas ralentir les procédures de règlements en cours. Une fois cet obstacle majeur franchi, le processus de réexamen pourrait avancer.

Transparence

Les délégués devaient également décider s'il fallait mettre un terme au réexamen, le poursuivre pendant une période de temps spécifique ou le poursuivre indéfiniment. Les délégués n'ont choisi aucune de ses propositions ci-dessus.

La réunion a été suspendue, après un débat acerbe sur la transparence des procédures de règlement des différends. Les Etats Unis – et, dans une moindre mesure, l'Union européenne – ont insisté pour que toutes les questions à examiner restent regroupées en un tout. Ces questions vont de modifications/clarifications techniques, relativement sans contestation (sur les droits des tierces parties, le droit de prendre conseil, etc.) à la question délicate de la chronologie, et à la question très controversée de la transparence du système de règlement des différends.

Alors qu'il aurait été possible de faire des recommandations sur certaines des questions ci-dessus, les pays en développement ont trouvé inacceptable de lier le processus de réexamen aux progrès dans les considérations de transparence.

Les Etats Unis et l'Union européenne ont fait pression pour rendre le système plus ouvert à l'examen et à la participation publiques, à travers une mise en circulation plus large et plus rapide des documents du règlement des différends, et par le droit des groupes non-gouvernementaux de soumettre des interventions désintéressées amicus curiae non sollicitées et d'assister aux réunions des groupes spéciaux en tant qu'observateurs.

Les Etats Unis ont récemment avancé une proposition qui permettrait de déposer des interventions amicus curiae tout en réduisant à un minimum la charge de travail supplémentaire sur les groupes spéciaux. La proposition suggérerait que les organisations souhaitant soumettre des interventions demandent le droit de présenter leur contribution sous forme d'exposés brefs de leurs points de vue. Il serait laissé à la discrétion des groupes spéciaux de retenir ou de rejeter la contribution proposée.

La proposition a été sérieusement critiquée par les pays en développement, qui, depuis longtemps, se sont clairement dits opposés à accorder à des représentants de la société civile le droit d'être des observateurs ou le droit de soumettre des documents écrits aux groupes spéciaux étant donné la confidentialité des discussions commerciales des protagonistes. Même les membres de l'OMC qui ne sont pas parties à un différend n'ont pas de tels droits, soutiennent les critiques. Ces membres sont d'autant plus opposés à cette proposition dû au fait que l'OMC est un forum intergouvernemental et donc, devrait rester libre des pressions des groupes d'intérêt spéciaux.

Pour ce qui est des questions sur les interventions amicus curiae, les pays en développement (spécialement la Thaïlande et le Pakistan) s'y étaient déjà fortement opposés en juillet, avançant leurs sérieuses réserves concernant l'interprétation qu'avait fait l'Organe d'appel sur le différend Crevettes-tortues de l'article 13 du Mémoire d'accord et qui autorisait à

prendre en compte les communications amicus curiae non demandées ou émanant de parties privées.

Prochaine étape ?

Etant donné cette impasse, les pays en développement soulignent que le délai fixé pour terminer le réexamen a expiré en juillet, et puisque aucun moyen de progresser n'a été trouvé, il ne faudrait plus tenir de réunions sur le sujet. Si ce point de vue prévalait, les ministres réunis à Seattle se verraient présenter une 'liste des éléments', c'est-à-dire un aperçu des propositions soumises, sans recommandation sur la façon de procéder.

Selon le mandat du réexamen du Mémoire d'accord, les délégués doivent rendre compte à la Conférence ministérielle de Seattle. Du fait que tout changement au Mémoire d'accord doit être fait par consensus au niveau ministériel, les ministres peuvent soit demander la poursuite du réexamen, dans l'espoir que des négociations supplémentaires aboutiront à des propositions de réformes faisant l'unanimité, soit noter que les gouvernements n'ont pu se mettre d'accord sur aucun changement et qu'il faudrait donc mettre un terme au réexamen sans faire des amendements au Mémoire d'accord. Ceci reviendrait à jeter le bébé avec l'eau du bain, car nombre des propositions avancées ont eu l'approbation des membres.

Certains pays en développement ont déclaré qu'ils pourraient envisager de recommander la poursuite du réexamen s'il était clairement spécifié que le réexamen était ouvert et qu'il n'y avait pas actuellement – et qu'il pourrait ne jamais y avoir – un accord entre les gouvernements sur les changements à apporter. Les Etats Unis et le Japon ont rejeté cette formulation comme étant un 'aveu d'échec' anticipé.

Les délégués du commerce s'interrogent également sur le fait qu'aucun membre de l'OMC n'est désireux de faire des concessions importantes avant que la portée et la teneur de la Série de négociations de Seattle ne soient définies. Si le réexamen du Mémoire d'accord se poursuit au-delà de la Conférence ministérielle, et si, en particulier, elle devient partie de négociations générales selon le principe de l'engagement unique, il est probable que les pays gardent ouvertes, aussi longtemps que possible, leurs options et leurs futures contreparties potentielles.

Un Centre consultatif sur le droit de l'OMC doit être lancé à Seattle

Seize pays en développement et cinq pays développés ont convenu d'appuyer et de financer l'établissement d'un Centre consultatif indépendant sur le droit de l'OMC, pour aider les pays en développement à déposer et à défendre des plaintes devant les groupes spéciaux de règlement des différends.

Les principaux promoteurs de cette initiative sont les Pays-Bas et la Colombie. Cette initiative bénéficie également de l'appui de plusieurs pays de l'Union européenne, ainsi que du Venezuela, de la Tanzanie et des Philippines.

Les promoteurs espèrent réunir une 'masse critique' de partisans d'ici fin novembre, ce qui permettrait de tenir une conférence de signature officielle durant la Conférence ministérielle de Seattle.

Il faut l'appui de un à trois autres pays en développement ainsi que celui de trois à quatre pays développés pour assurer la réalisation de cette importante initiative visant à garantir l'accès des pays en développement à la justice de l'OMC, en dépit des coûts élevés entraînés par les litiges.

Accord de l'OMC sur l'agriculture et pays ... (suite de la page 9)

tateurs nets de produits alimentaires, qui n'avaient jamais joué au football en première catégorie et qui étaient voués à l'échec dans ce tournoi mondial. Il avait été promis à ce groupe des prix spéciaux (Décision de Marrakech) seulement s'il perdait continuellement et si l'on pouvait prouver scientifiquement qu'il perdait pour des raisons autres que des déficiences génétiques.

Toutefois, toutes les autres équipes appliqueraient les règles équitables du jeu. Le grand tournoi mondial, conformément à cet ensemble de règles, se déroule depuis quatre ans, et, comme on s'y attend, aucune équipe extérieure n'a été en mesure de le remporter.

Les deux grands gagnent toutes les parties. Et pire, les autres sont juridiquement contraints de jouer, maintenant, selon les règles équitables. S'ils veulent tenter d'accroître le nombre de leurs joueurs etc., ils peuvent être poursuivis et jetés en prison. Le groupe spécial (pays en développement importateurs nets de produits alimentaires) perd toutes les parties, mais les scientifiques sont toujours occupés à déterminer les causes de ces défaites et en conséquence, les prix spéciaux promis ne se sont pas matérialisés pour ce groupe.

Le seul espoir, à présent, est que la fin de la période intérimaire est presque terminée et que l'heure de rédiger de nouveau les règles approche. C'est le moment de tenter à nouveau de redéfinir un ensemble de règles justes et équitables pour tous. Les pays en développement, tout particulièrement, ne peuvent se permettre de rater cette occasion.

Le présent article, en prenant en compte les intérêts de différents sous-groupes de pays en développement, propose les points suivants comme éléments d'un ordre du jour pour les pays en développement durant les négociations à venir.

- Meilleur accès aux marchés: les conditions devraient être créées pour un meilleur accès aux marchés en faveur des exportations agricoles des pays en développement vers les marchés des pays développés.

- Flexibilité : alors que les pays développés sont en train d'abaisser leurs subventions internes et à l'exportation à des niveaux raisonnables, les pays en développement devraient également être autorisés à recourir aux mêmes politiques et aux mêmes niveaux de subventions, pour développer leur agriculture.

- Traitement spécial et différencié significatif : Il devrait y avoir, en faveur des pays en développement, des dispositions concrètes et effectives sur le traitement spécial et différencié, qui soient adaptées à leurs niveaux de développement.

- Sécurité alimentaire : C'est une question complexe qui peut être abordée à deux niveaux : au niveau général qui est applicable à tous les pays en développement et à un niveau plus spécifique qui se concentre sur les besoins des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires.

a) au niveau général, cette préoccupation peut être prise en compte par la création d'une boîte spéciale d'exceptions que l'on peut appeler boîte "Sécurité Alimentaire". Les mesures et les politiques réelles soumises à des exceptions aux termes de cette boîte devraient être davantage clarifiées.

Il devrait également y avoir un accord immédiat sur le principe sous-jacent: une distinction claire entre la production de cultures vivrières de base pour la consommation interne et la production d'autres cultures pour l'exportation. On peut permettre plus de flexibilité dans l'utilisation des politiques pour les premières tout en soumettant les secondes à des règles plus strictes.

b) Au niveau plus spécifique des mesures en faveur des pays en développement importateurs nets de produits alimentaires, le principe sous-jacent devrait être que toutes les mesures compensatoires sont applicables à l'OMC et ont une automaticité garantie.

Troisième Conférence ministérielle de l'OMC ... ? (suite de la page 5)

tions fondées sur les performances à l'exportation ainsi que des subventions subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés. Ces subventions sont actuellement prohibées par l'article 3.1 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires. Les pays en développement souhaitent prolonger leurs périodes de transition pour l'observation des ADPIC et exclure la liste des médicaments essentiels de l'OMS des obligations de brevetage. Il faudrait rendre opérationnels les articles 7 et 8 des ADPIC en prévoyant le transfert de technologie à des termes équitables et mutuellement avantageux.

Travail

Les pays en développement s'opposent unanimement à toute discussion, et à fortiori, à toute négociation, sur les normes du travail, à l'OMC.

La plupart des pays industrialisés ont éludé la question par de vagues recommandations en vue d'une collaboration accrue entre les Secrétariats de l'OMC et de l'O.I.T. Les Etats Unis ont préconisé un «programme de travail en aval» pour prendre en compte les questions relatives aux normes du travail.

Au cours d'une réunion informelle des chefs de délégation à l'OMC, ils ont soumis une proposition formelle pour l'établissement d'un groupe de travail de l'OMC sur le commerce et le travail. Le document américain propose que le groupe de travail soumette, au bout de deux ans, un rapport portant sur six questions : commerce et emploi, commerce et protection sociale/filets de sécurité ; commerce et normes fondamentales du travail ; commerce positif ; incitations en matière de politiques et normes fondamentales du travail ; commerce et travail forcé ou exploitation des enfants ; et commerce et dérogation aux normes nationales du travail.

Les pays en développement sont opposés à l'inclusion du travail à l'OMC et ont catégoriquement protesté contre l'initiative américaine. ». Rappelons que les membres de l'OMC ont convenu, il y a trois ans, lors de la première Réunion ministérielle de l'OMC à Singapour que l'Organisation internationale du travail (OIT) devait traiter de la surveillance des normes mondiales du travail mais que les deux organisations devaient collaborer plus étroitement.

Pays les moins avancés

La plupart des industriels sont essentiellement prêts à signer à Seattle une Décision ministérielle qui engagerait les pays développés membres de l'OMC à élargir le traitement en franchise aux produits des pays les moins avancés (PMA) d'ici la fin de la Négociation de Seattle. Les Etats-Unis préconisent une approche différente qui consiste en une amélioration de la coopération technique et de la constitution de capacités ainsi qu'en un programme revitalisé pour l'intégration des PMA dans le système commercial multilatéral. Concernant l'accès aux marchés, les Etats-Unis s'appuieraient plutôt sur les programmes du Système généralisé de préférences (SGP) que sur une dérogation générale des droits en faveur des produits des PMA.

Le sénat américain a voté, le 3 novembre, un projet de loi relatif au commerce qui accordera un accès en franchise au titre du SGP à une gamme d'importations en provenance des pays éligibles d'Afrique subsaharienne, ainsi qu'une baisse des obstacles tarifaires pour les vêtements des pays d'Amérique centrale et des Caraïbes.

En dépit des approches différentes, il y a presque un consensus entre les membres de l'OMC pour qu'un geste significatif en faveur des PMA soit annoncé à Seattle. Dans une déclaration conjointe, le Président Clinton et le Président de la Commission européenne, Romano Prodi, ont déclaré, le 23 octobre, que la nouvelle Série de négociations devrait prêter une attention particulière aux besoins des PMA.

Leurs préoccupations et leurs intérêts devraient être pleinement pris en compte, notamment à travers «un accès aux marchés et une constitution de capacités qui soient spécifiquement ciblés, valorisés et efficaces». Ensemble, les 48 PMA comptent pour juste 0,3% du commerce mondial, en dépit d'une population totale de près de 600 millions d'habitants.

Les intérêts et positions du Sud et du Nord divergent au Conseil des ADPIC

Le Conseil de l'OMC sur les aspects des droits de propriété intellectuelle touchant au commerce (ADPIC) s'est réuni du 20 au 22 octobre. À l'ordre du jour de la réunion figurait, entre autres, un réexamen des dispositions de l'article 27.3(b) de l'Accord sur les ADPIC.

Lors de la réunion, les États-Unis et l'Inde ont soumis chacun une communication majeure concernant l'article 27.3(b). Les États-Unis ont recommandé aux autres membres leur propre modèle fondé sur les brevets, en soutenant qu'un système de protection de la propriété intellectuelle efficace a été bénéfique pour stimuler la recherche et le développement. Les États-Unis ont averti les autres membres que tout modèle *sui generis* de protection des variétés végétales qui ne s'inspirerait pas de l'UPOV-91 nécessiterait un examen au cas par cas.

La communication de l'Inde s'est concentrée sur des aspects des connaissances traditionnelles et sur les problèmes liés au traitement de la propriété intellectuelle dans ce domaine, en raison de leur forte tradition orale, contrairement à la concentration de nombreux pays développés sur la protection intellectuelle fondée sur les textes. En ce qui concerne le réexamen futur de l'article 27.3(b), l'Inde a conseillé aux pays en développement d'attendre avant de mettre en œuvre des systèmes *sui generis*, car le seul modèle proposé jusqu'ici était celui des pays développés. L'Inde considère qu'il existe un conflit entre l'orientation commerciale de l'Accord sur les ADPIC et les droits autochtones traditionnels non commerciaux, ainsi qu'entre cet accord et la Convention sur la diversité biologique (CDB).

Les points de vue de l'Inde ont, pour la plupart, été appuyés par une communication kenyane et par un groupe de pays en développement, comprenant le Pakistan, l'Égypte, le Brésil, l'Équateur, le Pérou et le Paraguay. (voir encadré sur la communication du Kenya au Conseil Général de l'OMC, présentée au nom du Groupe africain).

Prenant partie essentiellement pour les États-Unis, l'Union européenne (UE) a soutenu qu'il n'y avait pas de conflit entre les ADPIC et les engagements des membres au titre de la Convention sur la diversité biologique (CDB). La CDB – à laquelle les États-Unis ne sont pas Parties – oblige ses signataires à respecter, préserver et maintenir les connaissances, les innovations et les pratiques des communautés locales et autochtones. L'UE a été en désaccord avec l'Inde sur le fait que les connaissances traditionnelles étaient dans le champ de l'article 27.3(b) et a souligné que l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) travaillait actuellement sur ce domaine. Le camp de l'UE et des États-Unis a essentiellement reçu l'appui des pays développés, notamment la Suisse, le Canada, le Japon, l'Australie et la Corée.

Dans l'ensemble, les membres ont convenu de poursuivre le processus de réexamen de l'article 27.3(b) en l'an 2000, tandis que le Président du Conseil des ADPIC tiendrait des réunions informelles périodiques avec les délégués, pour tenter de négocier un accord sur une base large.

De nombreuses propositions relatives aux négociations sur les ADPIC ont été incluses dans la dernière version préliminaire de la Déclaration ministérielle de Seattle. Parmi celles-ci, il y a eu, le 12 octobre, celle de la Bolivie, de la Colombie, de l'Équateur, du Nicaragua et du Pérou, sur la protection des droits de propriété intellectuelle (DPI) ayant trait aux connaissances tradi-

tionnelles des communautés locales et autochtones. La proposition préconise des négociations pour établir un cadre juridique multilatéral "qui octroiera une protection efficace aux expressions et aux manifestations en matière de connaissances traditionnelles".

Par ailleurs, que l'Inde conteste un brevet américain sur un traitement à base de plantes pour le diabète. Les États-Unis ont octroyé à une compagnie pharmaceutique américaine, en juillet, un brevet sur un médicament pour le

(suite à la page 18)

Le Kenya présente la position africaine sur les ADPIC

Au nom du groupe Africain, le Kenya a fait parvenir au secrétariat de la conférence de Seattle un document dans lequel il expose son point de vue sur un ensemble de questions relatives à l'examen des accords sur les ADPIC.

En effet, le programme de travail de l'OMC relatif aux questions de propriété intellectuelle comporte trois éléments, à savoir : la mise en œuvre, le programme incorporé et la préparation des futures négociations.

S'il est facile selon le document du Kenya «de classer ces éléments, dans la pratique, la manière dont ils sont traités fait apparaître un ensemble de chevauchements complexes caractérisés par le non respect de l'ordre chronologique adéquat.»

Le Groupe africain juge inapproprié que les travaux du Conseil des ADPIC soient échelonnés selon un ordre chronologique de telle sorte que les pays en développement qui disposent de faibles ressources puissent y participer de manière effective.

Pour ce qui est de l'article 64:3 de l'accord sur les ADPIC, le Groupe africain a proposé que les moratoires concernant l'application du recours en situation de non-violation soit maintenu indéfiniment jusqu'à ce que les membres conviennent par consensus qu'une expérience suffisante a été acquise en ce qui concerne l'application de l'accord et que le recours, s'il est adapté, ne relèvera pas du niveau des obligations des membres.

Le Groupe Africain a fait également une proposition sur l'article relatif aux «incitations au transfert de technologie vers les PMA. Selon lui, il est nécessaire de procéder régulièrement à un examen complet de la mise en œuvre des dispositions de l'article par les pays développés.

En ce qui concerne le délai de mise en œuvre de l'article 27.3 (b), les membres du groupe Africain jugent inapproprié le report de la date limite de mise en œuvre jusqu'à l'achèvement de l'examen de fond de l'article. L'examen de l'article devrait apporter les précisions sur les points suivants : i) Pourquoi la possibilité d'exclure de la brevetabilité, les végétaux et les animaux ne s'étend-elle pas aux micro-organismes étant donné que la distinction ne repose sur aucune base scientifique ? ii) Pourquoi la possibilité d'exclure de la brevetabilité, les «procédés essentiellement biologiques» ne s'étend-elle pas aux «procédés microbiologiques» étant donné que ceux-ci sont également des procédés biologiques ?

Le processus d'examen devrait permettre de préciser que les végétaux et les animaux ainsi que les micro-organismes vivants ne devraient pas non plus être brevetables.

Pour ce qui est de la Convention sur la diversité biologique et l'Engagement international sur les ressources phylogénétiques, le document du Kenya propose que le processus d'examen vise à aligner les dispositions de l'article 27:3 (b) sur celle de la Convention, lesquelles tiennent compte des droits et du savoir des communautés autochtones locales, ainsi que la promotion des droits des agriculteurs.

L'article 23.7(b) de l'Accord sur les ADPIC prévoit qu'il n'est pas nécessaire de protéger par des brevets des inventions animales et végétales – à quelques exceptions près – mais que les variétés végétales doivent être protégées soit par des brevets, soit par des systèmes *sui generis* de protection de la propriété intellectuelle. Dans la pratique, la plupart des pays qui ont adopté des systèmes *sui generis* ont pris comme modèle la Convention internationale pour la protection des nouvelles variétés végétales, développée dans le contexte de l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV).

La réunion de l'OCDE sur l'investissement met en lumière les divergences

Les points de vue exprimés lors de la Conférence sur le Rôle de l'investissement international dans le développement, les responsabilités des entreprises et les directives de l'OCDE pour les entreprises multinationales, convoquée par l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE) à Paris, les 20 et 21 septembre, ont reflété la divergence profonde des membres de l'OMC sur la question de savoir si des règles globales sur l'investissement devaient être négociées comme partie des négociations de Seattle. Une tentative visant à conclure un Accord multilatéral sur l'investissement à l'échelle de l'OCDE (AMI) a été abandonnée l'an passé, essentiellement en raison d'une opposition virulente des activistes écologistes et sociaux.

Selon Georges Foulkes, un responsable du gouvernement britannique : « Nous pouvons parvenir à un cadre modeste au sein de l'OMC, mais seulement si nous tenons compte des questions qui ont fait échouer l'AMI ». Theodore Moran, de Georgetown University, a déclaré que les règles de l'OMC relatives à l'investissement pourraient se concentrer sur la suppression du contenu d'origine nationale, des normes des règles d'origine et des subventions régionales. En contrepartie de la prise en compte de la question de l'investissement, les pays en développement pourraient insister pour que les pays industriels mettent les réformes antidumping sur la table des négociations.

Man Soon-Chang, ambassadeur de Corée auprès de l'OMC, était sceptique quant aux chances de la réforme antidumping. Il a également déclaré qu'il était peu probable qu'un réexamen de l'Accord sur les ADPIC donne des résultats significatifs, du fait que les pays en développement étaient opposés à la perte du droit de contrôle sur les joint ventures. Selon Thomas Aquino, Gouverneur de la Philippine Board of Investments, il ne semblait y avoir « aucune nécessité impérieuse d'imposer de nouveau des charges supplémentaires sur les ressources limitées des pays en développement en négociant un ensemble multilatéral de règles sur l'investissement étranger direct ».

Donald Johnston, Secrétaire général de l'OCDE a déclaré que les Directives volontaires pour les entreprises multinationales de l'OCDE, actuellement en cours de révision, prenaient en compte la responsabilité des entreprises vis-à-vis de l'environnement et des normes fondamentales du travail, et offraient la possibilité d'ajouter un nouveau langage aux engagements visant à protéger les droits humains et à appuyer un développement durable.

Les informations ayant trait à la Conférence sont disponibles à : <http://www.oecd.org/daf/conference/>

Charité bien ordonnée commence par soi même : le Sénat américain vote un ensemble de lois commerciales en faveur de l'Afrique et des Caraïbes

Le Sénat américain a voté, le 3 novembre, un projet de loi visant, entre autres, à améliorer l'accès des produits des pays d'Afrique subsaharienne et des Caraïbes au marché américain. Le Sénat doit, toutefois, concilier les dispositions clés du projet de loi à la version antérieure émanant de la Chambre des représentants. La différence majeure concerne une disposition dans le projet de loi du sénat qui demande que les textiles et les vêtements africains utilisent du tissu américain, tissé avec du fil américain pour que les produits bénéficient d'un accès en franchise sur le marché américain. Le projet de loi de la Chambre des représentants ne comporte pas une telle exigence.

Le Sénat a approuvé un amendement aux initiatives portant sur le commerce africain et caraïbe pour garantir que les importations jouissant d'un accès préférentiel au marché américain au titre d'un Système généralisé de préférences (SGP) élargi, ne résultent pas du travail forcé et en apprentissage des enfants, afin de se mettre en conformité avec la Convention internationale sur l'élimination des pires formes de travail des enfants. Le Sénat a toutefois

rejeté un amendement au projet de loi qui aurait lié les avantages commerciaux pour les pays caraïbes à leur adhésion aux normes fondamentales du travail ; il a également rejeté un amendement visant à lier les avantages commerciaux aux accords sur le travail et l'environnement.

Les initiatives en direction du commerce subsaharien et caraïbe ont été votées dans le cadre d'un projet de loi plus large relatif au commerce qui reflète la position américaine sur l'agriculture dans les prochains pourparlers de l'OMC. Le projet de loi préconise une suppression totale des subventions à l'exportation à l'échelon mondial et une réforme significative des programmes de soutien interne à l'agriculture qui ont un impact sur le commerce international. Le projet de loi demande des disciplines plus strictes pour les entreprises commerciales étatiques et réaffirme l'importance de fonder les réglementations agricoles nationales sur des principes scientifiques sûrs.

Le Sénat a également approuvé un amendement permettant le recours à la loi relative aux pratiques commerciales inéquitables (U.S. Section 301), contre les gouvernements qui s'appuient sur leurs compagnies commerciales étatiques – telles que l'Office canadien de commercialisation du blé – pour vendre à bas prix dans des pays tiers en vue d'acquérir des parts de marché.

La chambre des représentants et le secrétariat devront s'entendre pour adopter un texte unique. Certains observateurs estiment que le texte final sera très loin de ce que l'administration américaine aurait voulu faire voter. Le pessimisme des organisations américaines qui avaient milité contre le projet de Bill Clinton se trouve confirmé.

L'Union Européenne et l'Afrique du Sud signent un accord de libre échange

L'Union européenne (UE) et l'Afrique du Sud ont signé, le 11 octobre, à Pretoria, en Afrique du Sud, un accord longtemps attendu portant sur le commerce, le développement et la coopération. Le traité, qui doit entrer en vigueur en janvier 2000, couvrira 90% des 20 milliards de dollars US d'échanges bilatéraux annuels entre l'UE et l'Afrique du Sud.

Aux termes de cet Accord, les marchés de l'UE s'ouvriront à environ 95% des exportations sud-africaines au cours des 10 prochaines années, alors que le marché sud-africain sera ouvert aux produits provenant de l'UE au cours des 12 prochaines années. Certains économistes estiment que l'accord pourrait aider à stimuler la croissance économique africaine à hauteur de 1% par an, et pourrait mener à une amélioration de la cotation des obligations pour l'Afrique du Sud – une composante importante dans les décisions d'investissement des firmes étrangères.

Les négociations sur un aspect fondamental de l'Accord UE-Afrique du Sud concernant les vins et les spiritueux se sont poursuivies jusqu'aux heures précédant la signature du document. La France, l'Espagne, l'Italie, la Grèce et le Portugal avaient mis en doute la volonté de l'Afrique du Sud de respecter ses engagements concernant la suppression progressive de certaines terminologies descriptives pour ses vins et ses spiritueux. A la 11^{ème} heure, l'UE a exigé que l'Afrique du Sud réaffirme ses engagements antérieurement énoncés d'abandonner progressivement les appellations de « porto » et de « sherry » sur ses exportations à l'échelon mondial. L'initiative a été perçue comme étant l'œuvre des lobbies fermiers protectionnistes de l'UE cherchant à bloquer l'accès aux marchés agricoles pour les exportations agricoles sud-africaines. Alec Erwin, ministre du commerce et de l'industrie sud-africain, a qualifié de « honteuses » les tactiques de négociations de l'UE, ajoutant que « le lobby agricole en Europe tient réellement en otage l'ensemble de l'UE ».

Finalement, bien que l'accord ait été signé le 11 octobre, un délai supplémentaire devait permettre de finaliser un accord annexe sur le système des vins et spiritueux. Fixé au 31 octobre, ce délai n'a pu être respecté. L'Afrique du Sud estime que maintenant, ce problème doit être résolu dans un cadre multilatéral plutôt que bilatéral.

L'Accord passé entre l'UE et l'Afrique du sud a été qualifié de biaisé par un certain nombre d'observateurs en Afrique du sud et dans les pays voisins.

Dans le cadre de cet accord, les produits de l'UE auront accès aux marchés des cinq nations de la SACU (Southern African Customs Union – Union douanière d'Afrique australe). (La SACU regroupe l'Afrique du Sud, le Botswana, le Lesotho, la Namibie et le Swaziland).

Une autre source de préoccupation est le fait que les marchés de l'UE s'ouvriraient à environ 95% des exportations sud-africaines au cours des dix prochaines années, alors que seuls 63% des exportations agricoles vitales de l'Afrique du sud jouiraient d'un accès en franchise aux marchés de l'UE. Dans le même temps, les critiques soutiennent que les exportations agricoles bon marché et subventionnées de l'UE envahiraient les marchés sud-africains et ceux de la SACU, ce qui pourrait menacer sérieusement les petits fermiers (non subventionnés) d'Afrique du sud et des pays de la SACU. Les critiques se sont également dits préoccupés de la capacité des secteurs industriels d'Afrique du sud et des pays de la SACU à résister à l'impact de l'accroissement des importations de produits manufacturés de l'UE.

Huit des douze produits chimiques les plus toxiques doivent être proscrits

Le Comité intergouvernemental de négociation qui travaille à un traité visant à éliminer les produits chimiques les plus toxiques s'est réuni du 6 au 11 septembre à Genève, pour envisager leur élimination progressive ainsi que d'autres mesures destinées à combattre la dissémination de polluants organiques persistants (POP) dans l'environnement. Ces polluants sont des substances chimiques qui persistent dans l'environnement et qui s'accumulent à travers la chaîne alimentaire. Ils présentent des risques de santé graves qui vont des anomalies de la reproduction au cancer et ont été retrouvés dans des environnements vierges tels que l'Antarctique ou l'Alaska, à des milliers de kilomètres des sites d'utilisation ou de production.

Il y a eu un accord fondamental, à Genève, sur l'élimination de huit des douze substances prévues pour être proscrites aux termes de la future convention : les pesticides aldrin, endrin, chlordane, dieldrin, heptachlore, mirex et toxaphène, ainsi que le produit chimique industriel, hexachlorobenzène. Il a été provisoirement convenu que leur production et leur utilisation seraient interdites dès l'entrée en vigueur de la convention relative aux POP, probablement d'ici trois ou quatre ans. Les négociateurs ont également appuyé la plupart des critères pour l'inclusion à la liste des POP d'autres substances chimiques persistantes. Les critères ont été adoptés par un groupe d'experts en juin dernier.

Des incertitudes persistent en ce qui concerne les dioxines et les furanes, qui sont des dérivés des procédés industriels plutôt que des produits marchands. Il semble que les parties à la convention s'engageront à réduire ces substances progressivement à travers des plans d'action nationaux plutôt que par un calendrier d'élimination strict fondé sur les pourcentages. Jim Willis du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), a expliqué à des journalistes que les substances étaient disséminées dans l'environnement en si faibles quantités qu'il serait probablement 'au-dessus de nos moyens actuels' de les mesurer et d'établir des engagements d'élimination fondée sur les pourcentages, particulièrement dans les pays en développement. Les expéditions de déchets contenant ou constitués de dioxines ou de furanes sont couvertes par la Convention de Bâle sur les mouvements transfrontières des déchets dangereux.

L'élimination des biphényles polychlorés (PCB), largement utilisés dans les équipements de production d'énergie, ont été une question plus controversée. Les négociateurs ont provisoirement convenu de supprimer progressivement la production de nouveaux PCB, mais il reste à déterminer que faire des équipements PCB dans des systèmes de production d'énergie existants et en fonctionnement.

Lutte contre le paludisme et contre les autres risques

L'élimination progressive du DDT a été de loin la question la plus difficile rencontrée par les négociateurs. Le DDT est extrêmement toxique et constitue une menace pour les espèces sauvages comme pour la santé humaine.

Interdit dans la plupart des pays développés, il est encore utilisé dans de nombreux pays en développement pour combattre le paludisme, car il constitue le moyen le plus efficace pour tuer les moustiques qui transmettent la maladie. Une controverse a éclaté à Genève entre les professionnels de la santé, qui insistaient sur le rôle du DDT dans la lutte contre le paludisme et les groupes écologistes, qui déclaraient qu'il y avait des alternatives à ce produit et qu'une interdiction de production avec une date ferme servirait d'incitation à développer d'autres alternatives.

Gro Harlem Brundtland, Directeur général de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), a attiré l'attention sur le fait qu'il faudrait peser les avantages du DDT face à ses inconvénients. Elle a reconnu les 'impacts sur la santé souvent insidieux du DDT', mais a souligné que le produit chimique jouait un 'rôle important, parfois vital' dans la lutte contre le paludisme, qui tue plus d'un million de personnes par an. Le DDT est toujours produit en Chine, en Inde et au Mexique. Ces deux derniers pays ont indiqué leur volonté d'envisager l'arrêt de la production, d'ici 2010 et 2007 respectivement.

Aucune décision n'a été prise sur la question du DDT, qui est maintenant considérée séparément des douze autres substances chimiques polluantes qui devaient être initialement couvertes par le traité relatif aux POP. Il est probable que son élimination se fera à plus long terme, avec des exceptions faites pour les urgences en matière de santé publique. Dans l'intervalle, la production du DDT se poursuivra afin de répondre aux besoins des programmes de santé publique, mais non à des fins d'utilisation dans l'agriculture.

Outre le DDT, il faut également décider de plusieurs autres questions, plus particulièrement en ce qui concerne l'assistance financière pour permettre aux pays en développement de se conformer à la convention et de rendre disponibles des alternatives moins toxiques aux substances devant être proscrites. L'élimination des stocks obsolètes de POP, tout particulièrement dans les pays en développement, doit également être prise en compte comme une question prioritaire. Les négociateurs se réuniront de nouveau à Bonn, en mars prochain.

Contact : UNEP Chemicals, tél : (41-22) 917-8193, fax : 797-3460, e-mail : chemicals@unep.ch, web : <http://irptc.unep.ch/pops/>

Le Protocole concernant la responsabilité en matière de déchets dangereux n'est toujours pas conclu

Les Parties à la Convention de Bâle sur les mouvements transfrontaliers des déchets dangereux se sont réunies à Genève du 30 août au 3 septembre pour finaliser le protocole sur la responsabilité en matière de déchets dangereux, sur lequel elles travaillent depuis plus de six ans, mais n'ont de nouveau, pas pu se mettre d'accord sur des questions clés : l'établissement d'un fonds international pour effectuer des opérations de nettoyage en cas de déversement de déchets quand la partie responsable est inconnue ou qu'elle n'est pas en mesure de couvrir les coûts, et le droit de recourir à d'autres régimes de responsabilité/compensation si ceux-ci existent au titre d'accords bilatéraux, multilatéraux ou régionaux concernant le mouvement transfrontalier des déchets dangereux.

L'article 11 de la Convention de Bâle permet aux Parties de conclure de tels arrangements même avec des parties qui ne sont pas comprises dans la Convention, pourvu que leurs dispositions ne soient 'pas moins écologiquement rationnelles que celles prévues par cette Convention, tout particulièrement en prenant en compte les intérêts des pays en développement'. L'établissement du fonds de nettoyage et de compensation a empoisonné les négociations dès le départ. Selon les pays de l'OCDE, il serait prématuré d'établir un fond car de nombreuses questions restent en suspens, notamment son financement, ses modalités de fonctionnement, et le type d'incidents qu'il devrait couvrir. Ils ont demandé que des études soient menées sur ces questions avant qu'il ne soit déterminé si un tel fonds était nécessaire.

(suite à la page 16)

Le protocole concernant la responsabilité ... (suite de la page 15)

Alors que certains pays industriels doutent de la nécessité d'une telle institution, car les expéditions de déchets dangereux des pays de l'OCDE vers des pays non affiliés à cette organisation sont interdites depuis 1994, les pays en développement soutiennent que, du fait que toute expédition de ce type est illégale, il y a de fortes chances qu'une compagnie d'un pays développé impliquée dans un déversement, soit, ne puisse être identifiée, soit ne dispose des ressources financières pour s'acquitter des frais entraînés par la compensation et les opérations de nettoyage. Et bien sûr, il y a la question de savoir qui paierait pour le préjudice résultant de mouvements entre pays non affiliés à l'OCDE.

Le droit d'avoir recours à d'autres régimes en matière de responsabilité/compensation s'est posé comme nouveau sujet de discorde lors de la dernière session de négociation. Plusieurs pays industriels ont soutenu qu'ils devraient être en mesure de régler les réclamations en matière de déchets dangereux, au titre d'accords régionaux ou bilatéraux si leurs régimes de responsabilité étaient plus rigoureux que ceux prévus dans le protocole de la Convention de Bâle.

Certains pays en développement ont déclaré que le droit d'avoir recours à d'autres instruments équivaldrait à une clause d'option de refus pour les pays de l'OCDE, en supprimant l'incitation à ratifier le protocole de responsabilité de la Convention de Bâle, et donc l'obligation de contribuer au fonds de compensation. Le 'groupe de pays en développement partageant les mêmes opinions' a jugé ce résultat inacceptable, et a accusé les pays de l'OCDE de faire traîner pendant des années, en raison de leur mauvaise foi, des négociations qui aboutiraient à un accord qui, en fin de compte, ne concerneraient que les pays en développement.

Parmi les autres questions en suspens figure l'établissement d'un plafond pour la compensation financière et les conditions requises en matière d'assurance pour les expéditions de déchets dangereux. Certains pays en développement se sont dits préoccupés par leurs incapacités à payer des primes d'assurance élevées et il a été demandé au Secrétariat de consulter l'industrie des assurances pour avoir des chiffres réalistes. Il avait déjà été décidé, antérieurement, que la responsabilité au titre du protocole serait stricte, c'est-à-dire que l'auteur de la notification/exportateur des déchets serait responsable, indépendamment de la faute, de tout préjudice survenant de l'embarquement au point de stockage définitif.

Selon les délégués des pays en développement, les ministres devraient prendre des décisions sur les questions ouvertes lors de la prochaine Conférence des Parties à la Convention de Bâle, en décembre, mais certains pays développés ont averti que leurs ministres pourraient s'abstenir d'assister à la réunion, si elle impliquait des négociations techniques.

Les réunions informelles peuvent avoir lieu à un plus haut niveau avant la cinquième réunion de la Conférence des Parties, prévue du 6 au 10 décembre 1999, à Bâle, en Suisse. Selon des sources proches du processus de négociation, il y a à peu près 50% de chances pour que le protocole soit adopté et certains prévoient que l'ensemble de cette initiative sera abandonnée si le traité ne peut être finalisé à Bâle. Le protocole serait le premier instrument juridique traitant de la responsabilité et de la compensation jamais adopté au titre d'un accord environnemental multilatéral.

Contacteur : Basel Convention Secretariat, tél : (41-22) 917-8218, fax : 797-3454, e-mail : sbc@unep.ch, web : <http://www.unep.ch/basel/>

Reprise des négociations sur la prévention des risques biotechnologiques en janvier

Quelques 115 gouvernements ont envoyé des représentants à la réunion informelle tenue les 15 et 16 septembre à Vienne, pour déterminer comment poursuivre les négociations en suspens sur le protocole concernant la prévention des risques biotechnologiques. Les négociations ont été suspendues en février dernier, quand les délégués se sont trouvés dans une impasse à propos du champ du futur accord et de ses liens avec d'autres traités

internationaux, tout particulièrement les Accords de l'OMC.

Le protocole est en train d'être développé aux termes de la Convention sur la diversité biologique, afin d'assurer le transfert, la manipulation et l'utilisation sûrs des organismes vivants modifiés (OVM), avec une attention toute particulière aux mouvements transfrontaliers. Les OVM n'ont pas encore été définis dans la proposition de protocole, mais sont généralement perçus comme regroupant les semences génétiquement modifiées capables de germer. En raison de l'attention qu'il porte aux mouvements transfrontaliers, le protocole a des conséquences potentielles énormes sur le commerce international des semences de graines génétiquement modifiées, actuellement dominé par une poignée de compagnies en Amérique du Nord et en Europe, et destiné, selon de nombreux analystes de l'industrie, à connaître une croissance exponentielle. Comme le protocole est actuellement négocié aux termes de la Convention sur la diversité biologique, il vise essentiellement à établir des règles convenues au niveau international pour empêcher que d'autres espèces ne soient contaminées, envahies ou endommagées par des variétés génétiquement modifiées. Parmi les principales sources de préoccupation figure la pollinisation croisée qui pourrait produire des mauvaises herbes résistantes 'super weeds' ayant les mêmes caractéristiques que les OVM, telles que la résistance aux pesticides.

Résultats de Vienne

A Vienne, tous les pays représentés ont confirmé leur volonté politique de conclure le protocole et de reprendre les négociations suspendues. Un certain nombre de concepts ont été provisoirement agréés, notamment le fait que le principal objectif du protocole était la protection de la biodiversité, qu'il fallait reconnaître d'autres accords internationaux avec des droits et des obligations relevant du développement durable et leur donner le même statut que le protocole, et que les accords relatifs au commerce et ceux relatifs à l'environnement devaient s'appuyer mutuellement. Toutefois, il reste encore à traduire ces concepts dans le langage spécifique des traités. Les trois principales questions qui ont fait échouer les négociations en février ne sont pas encore prêtes d'être résolues :

Produits de base : Bien que le Groupe de Miami (Etats Unis, Canada, Australie, Argentine, Chili et Uruguay) qui défend les intérêts des exportateurs de produits biotechnologiques semble avoir fait une concession en ce qui concerne l'inclusion des produits de base au Protocole, les points de vue divergent fortement sur la façon de procéder. Un grand nombre de pays en développement souhaite que le protocole s'applique non seulement aux OVM à planter, mais aussi aux expéditions d'OVM destinées à l'alimentation, à l'alimentation animale et à la transformation. La pomme de discorde réside dans le fait de déterminer avec quelle rigueur appliquer aux produits de base le mécanisme d'accord préalable en connaissance de cause et les exigences en matière d'étiquetage.

Relations avec d'autres accords : la controverse tourne autour du libellé de l'article 31 de la proposition de protocole, qui renvoie à d'autres accords internationaux devant être pris en compte dans la mise en œuvre du protocole sur la prévention des risques biotechnologiques. L'Accord de l'OMC sur les mesures sanitaires et phytosanitaires est le plus important de ceux-ci, car il contient l'obligation de fonder les restrictions au commerce de produits de base sur des 'principes scientifiques bien fondés' appuyés par des évaluations des risques adéquates. A Vienne, les délégués ont débattu de la question de savoir si le protocole et d'autres accords internationaux devaient 's'appuyer mutuellement', être 'compatibles', 'd'égale importance', 'cohérent' ou 'de même statut'. Selon la formulation choisie, les pays disposeraient d'une marge de manœuvre plus ou moins importante vis-à-vis des règles de l'OMC pour justifier les restrictions au commerce des OVM qu'ils feraient au titre du protocole sur la prévention des risques biotechnologiques.

Principe de précaution : Si le concept de principe de précaution est incorporé au protocole, les pays pourraient l'invoquer pour justifier des pratiques commerciales restrictives qui ne se conformeraient pas nécessairement à l'exigence de les fonder sur des principes scientifiques aux fins de l'Accord sur l'application des mesures sanitaires et phytosanitaires. Le principe

(suite à la page 18)

Les pourparlers sur les changements climatiques s'achèvent sur une note optimiste en prévision de la 6^{ème} Convention

Les responsables de 166 pays se sont réunis à Bonn, du 25 octobre au 5 novembre, à l'occasion de la Cinquième Conférence des parties à la Convention cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. La réunion faisait partie des négociations permanentes en vue de la mise en œuvre du Protocole de Kyoto sur les changements climatiques de 1997.

Le Protocole de Kyoto – adopté en décembre 1997 mais non encore en vigueur – exige des pays industriels qu'ils réduisent collectivement leurs émissions de gaz à effet de serre de 5,2% en dessous des niveaux de 1990, d'ici 2008 à 2112.

Le Protocole permet aux pays de faire face à certaines de leurs réductions par l'acquisition de droits d'émission de gaz à effet de serre non utilisés auprès d'autres pays industriels. Le Protocole a également établi un système d'échanges de droits d'émission de ces gaz.

Les participants et les observateurs ont généralement convenu que les pourparlers de la cinquième Conférence n'avaient peut-être pas produit d'avancées majeures, mais que celle-ci s'était achevée, de manière inattendue, sur une «note optimiste», comparée aux précédentes Conférences des parties. Une certaine dynamique est née d'une proposition allemande (à l'instigation d'un certain nombre d'organisations non-gouvernementales) visant à une ratification rapide du Protocole de Kyoto d'ici 2002, afin de la faire coïncider avec le dixième anniversaire du Sommet de la Terre de Rio.

Greenpeace a accueilli favorablement l'engagement de l'Union européenne, du Japon et de la Nouvelle Zélande vis-à-vis de la ratification en 2002. Dans le même temps, les Etats-Unis ont déclaré qu'ils ne ratifieraient pas l'accord sans «une participation significative» des pays en développement concernant la réduction de leurs émissions.

La 5^{ème} Convention des parties devait se pencher sur un certain nombre de questions dans le cadre du Plan d'action dit de Buenos Aires adopté lors de la dernière (4^{ème}) Conférence des parties à Buenos Aires, en novembre 1998. Parmi les questions à résoudre, il y avait : 1) les mécanismes financiers qui aideront les pays en développement à répondre aux exigences d'un changement climatique ; 2) un travail supplémentaire sur les politiques et les mesures d'atténuation ; 3) le développement et le transfert de technologies ; 4) les règles régissant les Mécanismes de Kyoto, avec une priorité accordée au mécanisme de développement propre ; et 5) un engagement à discuter de plafonds supplémentaires, de la convergence à long terme et de l'équité eu égard aux mécanismes de Kyoto.

Concernant le mécanisme de développement propre, les pays en développement ont mis l'accent sur le fait que les pays à titre individuel sont les meilleurs juges de leurs besoins de développement durable. (Le mécanisme établirait une plate-forme concrète pour une coopération en matière d'émissions entre les pays développés et les pays en développement). Un certain nombre de pays en développement ont proposé d'élargir le mécanisme pour prendre en compte le concept de prévention des émissions.

La Bolivie a proposé, par exemple, d'inclure les initiatives en matière de protection des forêts à la prévention des émissions. Les pays du Groupe africain ont mis l'accent sur le fait que les projets destinés au boisement, au reboisement et à la préservation et au réaménagement des terres humides devraient constituer des volets importants du portefeuille de projets du mécanisme de développement propre.

Concernant les échanges de droits d'émission, la question de savoir dans quelle mesure ce mécanisme pourrait être utilisé pour répondre aux objectifs de réduction d'émission sera abordée à la prochaine (6^{ème}) Conférence des parties, qui se tiendra à la Haye, du 13 au 24 novembre 2000. Deux séries de réunions préliminaires seront tenues dans l'intervalle, la première du 12 au 16 juin 2000, et la deuxième du 11 au 15 septembre 2000.

L'OMC publie son rapport sur le commerce et l'environnement

Le Secrétariat de l'OMC a publié, le 14 octobre son Rapport sur le commerce et l'environnement, dans lequel il examine les dimensions économiques et politiques de l'interaction du commerce et de l'environnement.

Le rapport reconnaît que le commerce contribue en partie aux problèmes environnementaux – tels que la pollution due au transport des marchandises – mais que ces questions environnementales devraient être prises en compte à leur source et non par des mesures commerciales restrictives.

Le document de l'OMC a attiré l'attention sur le fait que, contrairement à une idée reçue, les industries polluantes ne sont pas en train de migrer des pays développés vers les pays en développement afin de réduire les coûts d'observation des prescriptions environnementales.

« Ce que les données nous disent, c'est que dans la mesure où les pays développés exportent leurs industries polluantes, ils les exportent d'un pays développé à l'autre, mais non vers des économies moins développées. Ceci laisse penser que les réglementations environnementales sont au plus d'importance secondaire pour les décisions d'investissement au niveau international », concluait le rapport.

Le rapport a également noté que la nouvelle série de pourparlers commerciaux mondiaux pourrait apporter une contribution positive à l'environnement en prenant en compte les subventions préjudiciables à l'environnement, telles que celles maintenues par certains membres de l'OMC pour l'agriculture, la pêche et les combustibles fossiles.

En outre, une nouvelle série de négociations pourrait aider à faciliter la «diffusion des technologies respectant l'environnement à travers le monde», en supprimant les obstacles au commerce dans les industries pertinentes (par exemple les services concernant l'environnement).

Le rapport s'est attaqué à la question de la protection de l'environnement et de la croissance économique dans les pays plus pauvres. « Les pays qui vivent en marge peuvent simplement ne pas être en mesure de réserver des ressources pour la lutte contre la pollution, et peuvent ne pas penser devoir sacrifier leurs perspectives de croissance pour aider à résoudre les problèmes de pollution globale dus en grande partie au mode de consommation des pays plus riches ».

Si la pauvreté est au centre du problème, la croissance économique fera partie de la solution, dans la mesure où elle permet aux pays de passer de préoccupations plus immédiates à des questions de durabilité à long terme», dit le rapport.

Le moment choisi pour la parution du rapport est vu comme une démarche préventive, en anticipation de la troisième Conférence ministérielle de l'OMC, prévue du 30 novembre au 3 décembre, à Seattle, dans l'Etat de Washington, où on s'attend à ce que les groupes écologistes convergent en masse.

En reconnaissant au moins que le commerce peut avoir un impact négatif sur l'environnement, le rapport de l'OMC pourrait aider à promouvoir le dialogue entre l'OMC et ces groupes, au lieu de bloquer tout échange sur ce sujet.

Charles Arden-Clarke, Directeur de la Division commerce et investissement de World Wide Fund for Nature (WWF) a noté que si «l'OMC a fait une avancée positive pour diagnostiquer le conflit entre le commerce et l'environnement, elle a omis de reconnaître que certaines de ses règles sont une partie du problème». L'OMC met en lumière l'importance des accords environnementaux multilatéraux (AEM) à cet égard, mais omet de reconnaître que ce sont ces propres règles qui sapent actuellement ces accords» a-t-il ajouté.

Le rapport peut être consulté dans son intégralité à : <http://www.wto.org/wto/new/press140.htm>

Les ministres du G-77 appellent à une série de ... (suite de la page 7)

ministres du G-77 sont toutefois parvenus à un consensus : ni le travail ni l'environnement ne devraient être abordés durant la Série de négociations de Seattle. En notant que la Déclaration ministérielle de Singapour avait renvoyé à l'OIT toutes les questions relatives aux normes du travail, les ministres du G-77 ont fait part de leur opposition ferme à 'tout lien entre le commerce et les normes du travail. Nous sommes également opposés à l'utilisation des normes environnementales comme nouvelle forme de protectionnisme. Nous sommes convaincus que les questions relatives à de telles normes devraient relever des organisations internationales compétentes, et non de l'OMC'; ont-ils soutenu.

Le clivage Nord-Sud divise le Conseil des ADPIC (suite de la page 13)

diabète, à base d'aubergine, de gourde amère (*bitter gourd*) et de jamun. Selon des responsables indiens, ce remède est utilisé en Inde depuis des années et a été bien documenté dans un certain nombre de textes indiens sur les plantes médicinales. Shri Sompal, Ministre d'Etat indien chargé de l'agriculture et des ressources hydrauliques, a qualifié le brevet américain d'"attaque contre les connaissances et les pratiques traditionnelles prévalant dans les pays en développement" et a appelé l'OMC à instituer des règles pour protéger les produits et les connaissances autochtones contre le pillage par des compagnies étrangères.

Reprise des négociations sur la prévention des risques (suite de la page 16)

de précaution s'entend comme s'appliquant quand des mesures sont prises pour éviter des risques potentiels sans certitude scientifique de leur importance, car il faudrait, dans certains cas, peut-être des années voire des décennies pour les établir. Le Groupe de Miami désire maintenir les références au principe de précaution à un minimum. Un représentant du Groupe à Vienne a déclaré que la concrétisation du principe dans l'article 8 du Protocole (Procédure de décision) serait la première initiative visant à rendre ce principe opérationnel, dans un accord environnemental multilatéral. Pour contrer la menace de restriction des importations d'OVM en raison d'une 'inquiétude légitime' fondée sur le principe de précaution, le représentant du Groupe de Miami a déclaré qu'il était particulièrement important de préserver la 'cohérence' entre le protocole et d'autres accords internationaux.

Les négociateurs ont convenu de reprendre la Réunion extraordinaire de la Conférence des Parties à Montréal, du 20 au 28 janvier 2000, afin de résoudre les questions en suspens.

Contact : CBD Secretariat, tél : (1-514) 288-2220, fax : 288-6588, e-mail : secretariat@biodiv.org, web : <http://www.biodiv.org>

Nouvelles des partenaires

Réunion des Amis de la Terre en Afrique de l'Ouest sur commerce, dette et développement durable

Le réseau des "Amis de la terre", Afrique de l'Ouest a organisé du 4 au 6 octobre, une réunion sur le thème "Commerce, dette et développement durable". L'atelier a étudié d'une part, les impacts de la libéralisation sur l'environnement et d'autre part, les effets du fardeau de la dette sur le développement durable.

Les participants ont noté à travers des études de cas du Cameroun, du Nigéria, du Ghana et du Bénin, les effets de l'ouverture commerciale et de l'investissement étranger direct sur les ressources naturelles, mais aussi, sur les communautés vivants de ces ressources naturelles (pauvreté accrue, confrontation entre populations locales et compagnies pétrolières, répression par la police et l'armée etc.).

Par ailleurs, les participants ont émis un point de vue critique sur l'agenda de la Conférence ministérielle de Seattle. Ils refusent notamment les thèmes nouveaux de négociation proposés par les pays développés et exigent une

évaluation préalable de la mise en œuvre des accords d'Uruguay round. Concernant la dette, les participants ont pris note des dernières initiatives de réduction de la dette. Ils demandent cependant que les nouveaux programmes ne se traduisent pas par de nouvelles conditionnalités et une aggravation de l'ajustement structurel.

Contact : «Les amis de la terre» Bénin, 03 B.P. 11. 62, Jéricho Cotonou. Tel: 229-30 21 05. Fax: 30 22 05. E-mail: dasven.foe.intnet.bj

Forum des organisations de la société civile ACP

C'est pour étudier les dernières évaluations de la renégociation de la convention de Lomé que le forum des organisations de la société civile ACP a tenu une réunion du 07 au 11 novembre à Douala au Cameroun. Les participants ont élaboré une déclaration qui a mis l'accent sur :

- l'exigence d'une dérogation de l'OMC pour la nouvelle convention
- la nécessité d'accorder aux pays ACP une période d'au moins dix ans afin de leur permettre de consolider leurs économies avant d'affronter la concurrence internationale
- l'annulation des dettes des pays ACP sans conditionnalités supplémentaires
- le respect de l'effort des pays ACP pour garantir leur sécurité alimentaire, notamment par des appuis adaptés à leurs agriculteurs.
- le renforcement du rôle et de la place de la société civile dans les mécanismes de négociation et de mise en œuvre de la coopération entre l'Union européenne et les pays ACP.

Contact : Enda Tiers Monde, BP 3370 Dakar-Sénégal. Tel: 221-821 70 37, Fax: 221 822 26 95. E-mail: syspro2@enda.sn

Formation et échange sur les OGM

Un atelier panafricain de formation et d'échanges sur les Organismes Génétiquement Modifiés (OGM) et les Droits de Propriété Intellectuelle (DPI) a eu lieu à Yaoundé au Cameroun du 08 au 13 novembre 1999. Cet atelier était organisé par le réseau d'organisations paysannes africaines (APM), avec l'IRAD et le Canadel. La rencontre a vu la participation d'une trentaine de personnes composées d'agriculteurs, de scientifiques, d'ONG venus de différents coins de l'Afrique.

Contact : Jeanot Minlaty Mfou'ou, fax: +237 20 55 20, apm@camnet.cm

Quelques événements en marge de la Conférence ministérielle de l'OMC

26 novembre, 19 :00-22 :00, Benaroya Seattle Symphony Hall, Seattle : LES IMPACTS MULTIPLES DE LA MONDIALISATION DE L'ECONOMIE. Parrainé par International Forum on Globalization (IFG). Cette séance va étudier les effets de la mondialisation de l'économie sur la l'environnement, la culture, les travailleurs, les droits humains, la souveraineté et la démocratie. Parmi les intervenants : Maude Barlow, Susan George, Martin Khor et Vandana Shiva. Pour des renseignements, contacter : International Forum on Globalization, 1555 Pacific Avenue, San Francisco, CA 94109, USA, tél : (1-415) 771-8094, fax : 771-1121, email : ifg@ifg.org, web : <http://www.ifg.org>

27 novembre, 8 :30-23 :00, Benaroya Seattle Symphony Hall, Seattle : SERIE DE DISCUSSIONS EN ATELIERS D'UNE JOURNEE. Parrainé par l'IFG. Cette session comporte des ateliers sur la biotechnologie, les finances/investissements à l'échelon mondial, les effets sur les forêts, les fleuves et les océans, les droits du travail, le pouvoir des entreprises, l'agriculture et la sécurité des aliments, ainsi qu'un atelier spécial sur un Ordre du jour alternatif du millénaire des Citoyens. Intervenants : Herman Daly, Mark Ritchie et David Suzuki. Pour des renseignements, contacter International Forum on Globalization, 1555 Pacific Avenue, San Francisco, CA 94109, USA, tél : (1-415) 771-8094, fax : 771-1121, email : ifg@ifg.org, web : <http://www.ifg.org>

27 novembre, 20 :00-23 :00, Benaroya Seattle Symphony Hall, Seattle : **EVENEMENT SPECIAL : POINTS DE VUE DU SUD.** Parrainé par l'IFG. Table ronde regroupant les porte-parole les plus éminents de l'opposition du Tiers-Monde aux nouveaux instruments de la recolonisation : la mondialisation, l'OMC et les entreprises transnationales. Au nombre des intervenants figurent : Walden Bello, Martin Khor, Vandana Shiva et Owens Wiwa. Pour des renseignements, contacter : IFG, 1555 Pacific Avenue, San Francisco, CA 94109, USA, tél : (1-415) 771-8094, fax : 771-1121, email : ifg@ifg.org, web : <http://www.ifg.org>

29 novembre, Seattle : **CHAINE HUMAINE AUTOUR D'EXHIBITION CENTER.** Parrainé par Jubilee 2000 Northwest Coalition. Manifestation en faveur de l'annulation de la dette des pays les plus pauvres du monde d'ici 2000. Pour des renseignements, contacter Bronwyn, email : bp042@scn.org

29 novembre, 8 :00-9 :30, Renaissance Hotel, Seattle : **L'ENVIRONNEMENT DANS LA SERIE DE NEGOCIATIONS DE L'OMC – FIXER L'ORDRE DU JOUR.** Organisé par the Global Environment & Trade Study. Réunion d'information modérée par Daniel C. Esty (Yale Center for Environmental Law and Policy). Intervenants : Maritta von B. Koch-Weser (Directeur général de World Conservation Union/IUCN) et Gary Sampson (World Trade Organisation/United Nations University). Pour des renseignements, contacter Mark Ritchie, Institute for Agriculture and Trade Policy (IATP), 2105 First Ave. South, Minneapolis, Minnesota 55404, USA, tél : (1-612) 870-3400, fax : 870-4846, email : mritchie@iatp.org, web : <http://www.iatp.org>

30 novembre, Seattle : **MOBILISATION – SEREZ-VOUS PRESENT ?** Manifestation en faveur du commerce équitable parrainé par the Sierra Club et beaucoup d'autres groupes écologistes. Des milliers de personnes qui se préoccupent de l'environnement, de la santé publique, du travail, de la souveraineté et des droits humains défileront ensemble vers Convention Center. Pour des renseignements, contacter Kathleen Casey, email : kathleen.casey@sierraclub.org

30 novembre, 8 :00-9 :30, Renaissance Hotel, Seattle : **REALISER LES OPPORTUNITES WIN-WIN.** Organisé par the Global Environment & Trade Study. Réunion d'information modérée par Steve Charnovitz (Wilmer, Cutler & Pickering). Intervenants : Beatrice Chaytor (Foundation for International Environmental Law and Development), Christopher Stone (University of Southern California Law Center) et Michael Meacher. Pour des renseignements, contacter : Mark Ritchie, Institute for Agriculture and Trade Policy.

1 décembre, 8 :00-9 :30, Renaissance Hotel, Seattle : **OGM, TORTUES ET ARBRES : POUVONS-NOUS EVITER LES TENSIONS COMMERCIALES.** Organisé par the Global Environment & Trade Study. Réunion d'information modérée par Mark Ritchie (IATP). Intervenants : Lakshman Guruswamy (University of Tulsa Law School) et Ronnie Hall (Friends of the Earth, Royaume Uni). Pour des renseignements, contacter Mark Ritchie, de l'IATP

2 décembre, 8 :00-9-30, Renaissance Hotel, Seattle : **TRANSPARENCE ET GOUVERNANCE A L'OMC.** Organisé par the Global Environment & Trade Study. Réunion d'information modérée par James Cameron (Foundation for International Environmental Law and Development). Intervenants : L'Ambassadeur Tran van Thinh (ancien Représentant du GATT auprès de l'Union européenne) et Peter Pedersen (OMC). Pour des renseignements, contacter Mark Ritchie, de l'IATP.

3 décembre, 8 :00-9 :30, Renaissance Hotel, Seattle : **PROCHAINES ETAPES APRES SEATTLE.** Organisé par the Global Environment & Trade Study. Réunion d'information modérée par James Cameron (Foundation for International Environmental Law and Development). Intervenants : Victor Lichtinger (Especialistas Ambientales S.A. de C.V., Mexico City) et Simon Tay (National University of Singapore). Pour des renseignements, contacter Mark Ritchie, IATP, 2105 First Ave. South, Minneapolis, Minnesota 55404, USA, tél : (1-612) 870-3400, fax : 870-4846, email : mritchie@iatp.org, web : <http://www.iatp.org>

PASSERELLES

entre le commerce et le développement durable

BRIDGES/PUENTES/PASSERELLES

visent à fournir des informations et des analyses sur les relations entre le commerce et le développement durable afin de favoriser la participation d'un nombre croissant d'acteurs dans les débats internationaux. ICTSD et ses partenaires remercient la John D. et Catherine T. MacArthur Foundation pour l'appui qu'elle fournit à la publication de Passerelles et de Puentes.



ICTSD
INTERNATIONAL CENTRE FOR
TRADE AND SUSTAINABLE
DEVELOPMENT

BRIDGES Between Trade and Sustainable development est publié mensuellement par le Centre international pour le commerce et le développement durable.

Directeur Exécutif : Ricardo Meléndez-Ortiz

Chargée de publication : Anja Halle

Rédactrice associée: Caroline Dommen

Adresse: 13 chemin des Anémones
1219 Genève, Suisse

Tel: (41-22) 917-8492

Fax: (41-22) 917-8093

E-mail: ictsd@ictsd.ch



PUENTES Entre el Comercio y el Desarrollo Sostenible, l'édition Latino-américaine de *BRIDGES*, est publiée tous les deux mois en collaboration avec Fundación Futuro Latinoamericano.

Coordinateur: Nicolas Lucas

Chargée de publication: Mariá Amparo Albán

Adresse: Casilla 17-17-558
Quito, Ecuador

Tel: (593-2) 451-822/463-503

Fax: (593-2) 456-521

E-mail: ffla1@fulano.org.ec



enda-tiers monde

PASSERELLES entre le commerce et le développement durable, l'édition en français de *BRIDGES* est publiée tous les deux mois par ICTSD et ENDA-Tiers Monde.

Secrétaire Exécutif: Jacques Bugnicourt

Responsable de publication:

Taoufik Ben Abdallah

Adresse: B.P. 3370 Dakar, Senegal

Tél: (221) 821-70-37

Fax: (221) 822-2695

E-mail: syspro2@enda.sn

Web: <http://www.enda.sn>

Les opinions exprimées dans les articles publiés dans *BRIDGES*, *PUENTES* et *PASSERELLES* sont celles de leurs auteurs et ne reflètent pas nécessairement les positions de ICTSD, FUNDACION FUTURO Latinoamericano et ENDA-Tiers Monde. Des extraits de ces articles peuvent être utilisés dans un but non commercial par d'autres publications à la condition d'en citer l'origine et les auteurs.

SITE WEB ICTSD

<http://www.ictsd.org>

BRIDGES, *PUENTES* et *PASSERELLES* sont disponibles sur le site internet de ICTSD en format pdf et html.

BRIDGES Weekly Trade News Digest

Si vous désirez vous abonner à la revue hebdomadaire des nouvelles sur le commerce, l'environnement et le développement de ICTSD, envoyez un courrier électronique à : Majordomo@igc.apc.org. Ne remplissez pas la ligne objet. Dans le corps du texte, mentionnez: subscribe tradedev. La revue est aussi disponible sur le site internet de ICTSD. Pour l'obtenir par fax ou par courrier électronique, contactez ICTSD.

Toutes les réunions de l'OMC ont lieu à Genève. Les dates peuvent changer. Veuillez contacter l'OMC pour confirmation.
Internet : <http://www.wto.org>. Tous les numéros de téléphone et de Fax de l'OMC commencent par (41-22) 739-
Seuls les numéros de postes sont donnés dans ce document.

Réunions en novembre et décembre

- 29 Novembre Seattle Symposium on International Trade Issues in the first decades of the next century. Chaired by WTO Director-General Mike Moore. All WTO accredited non governmental organisations are invited to attend.
- 2 Décembre Food and agriculture day. Organised by the Institute for Agriculture and Trade Policy(IATP) and the International Forum on food and agriculture (IFA). Strategy-sharing workshop devoted on GMOs, agriculture and the SPS agreement. Contact: Renske Van Staveren. Tel: 1 612 870 3423; Fax: 870 4846 e-mail:rvanstaren@iatp.org; <http://www.iffah.org>
- 29 - 4 Décembre Programme mixte FAO/OMS sur les normes alimentaires. Trente-deuxième session du Codex sur l'hygiène alimentaire. e-mail http://www.fao.org/waicent/faoinfo/economic/esn/ccfh32fh99_01.htm
- 6-10 Décembre 10th Anniversary Meeting on Hazardous Waste. Basel, Switzerland. tel: (41-22) 979 9111, fax: 797 3454, e-mail: bulskai@unep.ch, web: <http://www.unep.ch/basel/index.html>
- 12-14 Décembre UN Conference on trade and development consultation with NGOs; Geneva. Contact: Jo Butler, Chief, Unctad Public affairs Unit. Tel: (41- 22) 917 5048, e-mail: jo.butler@unctad.org
- 30 - 3 Décembre Conférence Ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce Contact: rvanstaveren@iatp.org, pour la France jesover@attac.org
- 3-17 Décembre Conseil du commerce et du développement: 23ème réunion directive. CNUCED. Genève Contact: Secrétaire du groupe de travail. Tel: +41 22 907 0056; e-mail: karma.tenzing@unctad.org
- 13- 17 Décembre Forum on economic integration and regional co-operation. Abidjan, Côte d'Ivoire Code conférence:CA/SRDC. e-mail: ecainfo@un.org, <http://un.org/Depts/eca>
- 21-23 Janvier 2000 Southern Sustainable Agriculture working group 9th Annual Conference and trade show Jekyll Island Convention Center, G.A. US Contact: Chris Campany, e-mail: BREADA@aol.com
- 10 -14 Avril 2000 The South Summit of the Group of 77. Havana. Cuba <http://www.g77.org/summit/summit.html>

Publications et Ressources

Arif Tanver, Arturo Lawrence, Anane Mike, Bigg Tom : Implementing Agenda 21: NGO experiences around the world.

A Seed : a publié un annuaire des militants anti-OGM principalement européens et des documents sur les principales entreprises de biotechnologies. E-mail: groundup@aseed.antenna.nl; Fax: 31 20 468 2275

Association ATTAC : Ecrire sur les OGM : attac.org/fra/list/doc/forelogminscri.htm

Biotechnology and Development Monitor, n°38, juin 1999. Consacre son dossier aux limites de l'évaluation des risques biotechnologiques. L'éditorial discute l'impossibilité du risque zéro scientifiquement évalué et de l'intérêt d'un moratoire sur les OGM, non pas pour atteindre le risque zéro, mais pour créer l'espace de discussion entre différents acteurs sociaux. Ce qui transformerait l'exercice de l'évaluation scientifique des risques en un processus de négociation sur le développement technologique.

Coalition mondiale pour l'Afrique: Tendances économiques et sociales en Afrique. Rapport annuel 1998/1999. Contact: 1750 Pennsylvania Avenue, NW, Suite 1204 Etats Unis. Telecopie 202-522-3259. <http://www.cma.org>

Le Flamboyant : Bulletin de ressources phytogénétiques. Contact: Silva, 21 Rue paul Bert, 94130 Nogent sur Marne. France. Tel: 33 1 48 75 59 44, Faax:33 1 48 76 31 93, e-mail: silva@cirad.fr

One line forum on developing countries and the Millenium Round join expert panelists from the WTO, the World Bank, the universities, government bodies and development countries and their stake in the next round of global trade negotiations. Join the forum at <http://www.itd.org/wb/devfor.htm>

Organisation béninoise pour la protection de l'agriculture (OBEPAB) : Réglementation des pesticides chimiques pour la protection de l'agriculture biologique. Publie également un magazine trimestriel, Pesticides et Alternatives. Contact: Pesticide Action Network – Africa, P.O.Box 15938, Dakar-Fann, Senegal. Tel/fax: (221) 825 4914, e-mail: panafric@telecomplus.sn, <http://www.panafric.webjump.com>

Solagral : Commerce international, environnement et développement: l'Afrique absente. Contact: Solagral Parc Scientifique Agropolis Bât 14- 34397-Monpellier Cedex 5-France. tel. 33 (0) 04 99 23 22 80, fax33 (0) 4 99 23 24 60/61. E-mail: solagral@ensam.inra.fr , <http://www.rio.net/solagral>

Solagral : Le courrier de la planète: Réforme de la politique agricole commune. numéro 51 1999. Contact: Courrier de la planète : Parc Scientifique Agropolis Bât 14- 34397-Monpellier Cedex 5-France. tel. 33 (0) 04 99 23 22 80, fax33 (0) 4 99 23 24 60/61. E-mail: solagral@ensam.inra.fr , <http://www.rio.net/solagral>

Susan George : Fuite en avant dans la «marchandisation»: A Seattle, le commerce avant les libertés. Le monde diplomatique, novembre 1999.3

UN Economic Commission for Africa (UNECA) : Economic report on Africa 1999: the Challenges of poverty reduction and sustainability.

UNRISD et IUED : Discours et Réalités des Politiques Participatives de Gestion de l'Environnement: Le cas du Sénégal. Institut de Recherche des Nations Unies pour le Développement Social, Palais des Nations 1211 Genève 10 Suisse, tel (41 22) 798 84 00/ 798 58 50, fax 740 07 91. e-mail: info@unrisd.org.

World Trade of Commercial Services by region and selected economies, 1980, 1985,1990 and 1995-1999. Statistiques mises à jour disponible à : <http://www.wto.org/wto/stat/stat.htm>